

Pendant cinq ans, Montréal a été au coeur d'une enquête policière internationale sur un réseau terroriste islamique. Suite d'un passionnant récit.

Dixième épisode > Le chef du réseau arrêté en Jordanie, page A6

La Presse de l'auto:
habillez votre voiture
Notre cahier mensuel encarté

La Presse
cyberpresse.ca

Patrice Godin sur la pente douce
Cahier Arts+Spectacles, page C1

Un verre, boss?
Cahier Actuel, page B1



MONTRÉAL | LUNDI 10 DÉCEMBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 52 > 72 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

Les fidèles de ben Laden résistent

Une vidéo prouverait l'implication du chef d'Al-Qaeda dans les attentats du 11 septembre

d'après AFP

KABOUL — Les combattants fidèles au chef islamiste Oussama ben Laden ont opposé hier une forte résistance dans leur repaire de l'est de l'Afghanistan, pilonné par les bombardiers de l'armée américaine.

Les responsables américains se sont dits convaincus que ben Laden se trouvait dans le secteur de Tora Bora, dans une forteresse souterraine assiégée depuis plusieurs jours par des unités antitalibanes.

Pendant ce temps à Washington, la Maison-Blanche a confirmé hier avoir mis la main en Afghanistan sur une cassette vidéo d'Oussama ben Laden, qui ne laisse aucun doute sur l'implication du chef d'Al-Qaeda dans les attentats du 11 septembre.

Le vice-président Dick Cheney a lui-même confirmé l'existence de cette cassette vidéo révélée par le quotidien *Washington Post* dans son numéro domical.

La cassette montre ben Laden lors d'une interview ou lors d'une rencontre avec un religieux. Il s'exprime en arabe et parle des attaques terroristes.

Le chef d'Al-Qaeda se montre agréablement surpris par l'étendue des dégâts. Il dit qu'il ne s'attendait pas à une destruction complète des tours jumelles de New York, mais à une destruction partielle jusqu'au point d'impact des avions seulement, a dit hier un responsable américain ayant requis l'anonymat. (Voir autre texte en page A3)

Sur le front, le calme est revenu à Kandahar, dans le sud du pays, ancien fief des talibans qui ont déposé les armes vendredi et cédé le pouvoir dans la ville à des chefs pachtouns traditionnels.

Voir FIDÈLES en A4

TOUT POUR LA SÉCURITÉ!



Le ministre des Finances Paul Martin et sa femme Sheila ont admiré hier les décorations de Noël au centre d'Ottawa. Heureux présage des petits « cadeaux » qu'il distribuera aujourd'hui dans son nouveau budget fédéral?

Martin saupoudre ses surplus aux Forces armées et à la GRC

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le ministre des Finances, Paul Martin, déliera les cordons de sa bourse en faveur des Forces armées, de la GRC et du service de renseignements lorsqu'il déposera aujourd'hui son premier budget en près de deux ans à la Chambre des communes.

M. Martin compte en effet utiliser ses surplus qui s'amenuisent afin d'augmenter d'au moins trois milliards sur cinq ans les dépenses en matière de sécurité dans la foulée des attentats du 11 septembre et de financer la participation du Canada à l'effort de guerre contre le réseau ter-

roriste Al-Qaeda et son dirigeant ben Laden.

Ce faisant, M. Martin mettra fin à des années de compressions budgétaires chez les militaires et les policiers qui ont été durement frappés par la lutte contre le déficit qu'ont menée les libéraux de Jean Chrétien à partir de 1994.

Voir MARTIN en A2

cyberpresse.ca À compter de 16 h, tout sur le budget de Paul Martin
www.cyberpresse.ca/budgetmartin

Des groupes radicaux palestiniens suspendent les attentats suicide

L'émissaire américain menace de quitter le Proche-Orient

d'après AFP et AP

JÉRUSALEM — La menace de l'émissaire spécial américain, le général en retraite Anthony Zinni, de quitter le Proche-Orient « dans les 48 heures » face au blocage de la situation a été suivie hier de l'annonce par des groupes radicaux palestiniens d'une trêve pendant une semaine.

La menace de M. Zinni est intervenue après la mort de cinq Palestiniens, tués par l'armée israélienne en Cisjordanie, et un nouvel attentat suicide israélien à Haïfa, dans le nord d'Israël, auquel Ariel Sharon a promis de répliquer.

Lors d'une réunion de la haute commission de sécurité israélo-palestinienne à Jérusalem, M. Zinni a déclaré qu'il regagnerait Washington s'il n'y avait « pas de progrès substantiels dans les 48 heures ». Selon un responsable israélien, la situation sera examinée lors d'une nouvelle réunion prévue demain.

Le secrétaire de la présidence palestinienne, Tayeb Abdelrahim, a exprimé l'espoir que M. Zinni poursuive sa mission visant à parvenir à un cessez-le-feu israélo-palestinien, car la fin de cette mission « signifierait la victoire des extrémistes des deux parties ».

Quatre groupes radicaux palestiniens, dont les branches armées du Jihad islamique et du Hamas, ont annoncé, dans un communiqué, la suspension des attentats suicide en Israël jusqu'à la fin du mois de jeûne musulman du Ramadan, prévue le week-end prochain.

« Mais nos opérations continueront dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, si les chars (israéliens) poursuivent leurs incursions et les hélicoptères leurs bombardements », selon le texte.

Voir GROUPES en A2

Québec négocie le départ du président de la Caisse de dépôt

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Bernard Landry a décidé de frapper un grand coup: Jean-Claude Scraire quittera dans les prochaines semaines la présidence de la Caisse de dépôt et placement du Québec, trois ans avant la fin de son mandat.

Ce déplacement devait être au centre du grand brassage de cartes que s'apprête à faire le gouvernement dans la liste des présidents d'organismes, mais le départ de M. Scraire, complexe à négocier, surviendra plus tard, après les Fêtes.

Officiellement, toute l'opération vise à donner un nouvel élan aux grandes sociétés d'État. Plus concrètement, à moins d'un an des élections, les mandats de plusieurs hommes de confiance du gouvernement péquiste sont renouvelés, on « remet le compteur à zéro ».

Depuis des semaines, Jean-Claude Scraire est en pourparlers avec le cabinet de Bernard Landry. Il reste trois ans à son mandat de dix ans; le président de la Caisse de dépôt est l'un des rares mandarins qui devient pratiquement intouchable dès le lendemain de sa nomination. Et Bernard Landry aimerait bien choisir, avant les prochaines élections, celui qui présidera aux destinées des 45 milliards de fonds de pension des Québécois.

Les rapports entre MM. Landry et Scraire n'étaient pas au beau fixe, en dépit des déclarations publiques du premier ministre contraint, pour faire taire les rumeurs de démission, à reconnaître son appui au président de la Caisse en août dernier. Récemment, le gouvernement a repris les négociations avec M. Scraire pour bonifier substantiellement le régime de pension, déjà bien généreux, octroyé au président de la Caisse.

Hier, la porte-parole de M. Scraire, Suzanne Brochu, a soutenu « qu'il n'y avait pas de négociations avec le gouvernement touchant le départ de M. Scraire ». Elle convient toutefois qu'il y a des « discussions sur la rémunération globale, incluant le régime de retraite » de son patron.

Voir DÉPART en A2

Les nouveaux riches!

L'important aujourd'hui, c'est le marché. Il faut constamment améliorer la qualité des produits et les distribuer le plus vite possible, et tenir compte de la concurrence. Voilà le nouveau défi que doivent relever les paysans russes, dix ans après l'effondrement de l'URSS. Devant ces nombreux changements, les travailleurs découvrent du même coup les lois du marché, pour le meilleur et pour le pire. Mais la vie est-elle meilleure pour autant? Un reportage de notre envoyé spécial, Jooneed Khan.

Voir nos informations en A10

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C6	Loteries	A2, A10
- télévision	C2	Monde	A12, A13
Auto	D13-D16	Mots croisés	C7, S10
Bandes dessinées	C7	Mot mystère	C7
Bridge	E3	Petites annonces	E4
Décès	E7	- immobilier	E4
Éditorial	A14	- marchandises	E4, E5
Êtes-vous observateur?	E4	- emplois	E5
Feuilleton	C7	- automobile	E5-E7
Forum	A15	- affaires	D8
Horoscope	E5	Politique	A5, A7
La Presse Affaires		Quoi faire	E8

D1-D8

MÉTÉO Voir S16

Passages nuageux
Maximum 4, minimum -4

1
3
4
6

6 21924 98765 1

2056139A

SOLDE DES FÊTES

Décrochez un bon prix

Taux de **0%** à l'achat*

Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des véhicules neufs sélectionnés 2001 et 2002 en stock. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement de 0 % à l'achat disponible jusqu'à 36 ou 48 mois. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

2056143

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Le budget Martin

Le ministre des Finances, Paul Martin, dépose aujourd'hui un premier budget depuis février 2000. Les grandes orientations du gouvernement fédéral, les décisions fiscales, les analyses, les tableaux et tous les détails que vous devez savoir, *La Presse* vous présente demain une couverture complète du budget.

À lire demain dans le cahier A

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Le budget Martin à 16 h
cyberpresse.ca/martin

> Tous nos essais automobiles
cyberpresse.ca/automobile

> Tout sur le *Seigneur des Anneaux*
cyberpresse.ca/seigneurdesanneaux

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



HÉLÈNE BARIL

> La vie au travail

De nouveaux moyens de transport pour les employés. Demain dans *La Presse Affaires*



ANDRÉ NOËL

> Terrorisme: Le Réseau Montréal

Demain: Un agent secret algérien



LOUISE COUSINEAU

> Télévision

Tout ce qu'il faut savoir sur l'actualité du petit écran, du mardi au samedi dans le cahier Arts et Spectacles

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca , 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h30 à 17 h30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h00 à 17 h30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h30 à 21 h Vendredi: 8 h30 à 20 h30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres: **1-8-1**

> À quatre chiffres: **4-0-0-9**

SUITES DE LA UNE

DÉPART

Suite de la page A1

M. Scaire, qui est entré dans la fonction publique il y a près de trente ans, partirait déjà avec une rente d'environ 130 000 \$ par année s'il prenait sa retraite maintenant.

En libérant ce poste névralgique, M. Scaire donnera le feu vert à une course épi- que entre le vice-président Claude Séguin et Henri-Paul Rousseau, président de la Ban- que Laurentienne. Toujours proche du gou- vernement péquiste, M. Rousseau, ancien président des « économistes pour le OUI » au référendum, était le choix de Jacques Pa- rizeau comme secrétaire de la Commission Bélanger-Campeau. Il serait le candidat de Pauline Marois.

L'autre aspirant est Claude Séguin, ancien sous-ministre des Finances sous Robert Bou- rassa, passé chez Téléglobe puis revenu

comme vice-président à la Caisse. Ce n'est pas le candidat de Pauline Marois, mais il compte bien des partisans chez les péquistes de la période Parizeau. Clairement, l'ancien fonctionnaire a désormais éclipsé son vis-à- vis, Michel Nadeau, dans la liste des préten- dants à la succession de M. Scaire.

Bernard Landry a songé à redonner une gestion bicéphale à la Caisse — une décision embarrassante puisque c'est Jacques Pa- rizeau qui avait mis un terme à cette structure mise en place sous Robert Bourassa.

Ce branle-bas à la Caisse de dépôt devait, souhaitait-on à l'origine au gouvernement, coïncider avec une série de changements à la tête de divers organismes. Plusieurs manda- rins du gouvernement en fin de parcours ob- tiendront des mandats de trois ou cinq ans

renouvelés à moins d'un an, vraisemblable- ment, des prochaines élections générales.

Parmi les plus importants, on retrouve Mi- chel Crête qui quitte à regret Loto Québec, qu'il présidait depuis dix ans.

En fin de second mandat, M. Crête pour- rait atterrir à la Société des alcools, où se trouve celui qui le remplacera à Loto Qué- bec, Gaétan Frigon.

M. Frigon était le candidat du chef de ca- binet de M. Landry, Claude H. Roy qui était vice-président à la SAQ sous M. Frigon. D'autres spéculaient sur l'arrivée d'un autre « épicier » à la SAQ — M. Frigon venait de chez Métro-Richelieu — Yves Milord, vice- président à la SGF par exemple.

La Presse indiquait déjà la semaine dernière que Louis Roquet quitterait Investissement

Québec. D'autres départs sont aussi prévisi- bles, Jean-Paul Vézina prendra sous peu sa retraite au terme d'un mandat de deux ans.

Trefflé Lacombe quittera la présidence de la Commission de la santé et de la Sécurité au travail, au terme de son mandat. Il sera remplacé par le vice-président, Jacques La- monde, un candidat bien connu du gouver- nement péquiste.

Autre départ: Jean Marc Boily laissera va- cante la présidence de la Commission des normes du Travail.

D'autres présidents d'organismes sont aussi actuellement en discussion avec le ca- binet du premier ministre Landry, notam- ment Jean- Yves Gagnon, président de la So- ciété d'assurance automobile du Québec.

MARTIN

Suite de la page A1

En fait, la vérificatrice générale, Sheila Fra- ser, signalait dans son premier rapport au Parlement la semaine dernière que les sol- dats sont fréquemment envoyés en mission à l'étranger en ayant à leur disposition de l'équipement vétuste et tout à fait inadéquat.

« Le ministre des Finances a l'obligation de déposer un budget militaire. Il faut que ce soit un budget militaire », a déclaré la dépu- tée conservatrice, Elsie Wayne.

M. Martin entend aussi investir 500 mil- lions pour construire de nouvelles routes et de nouveaux ponts à la frontière canado- américaine et de pourvoir les postes dou- niers de moyens technologiques plus avan- cés afin d'accélérer la circulation des biens et des personnes entre le Canada et les États- Unis.

M. Martin donnera ainsi suite à la de- mande pressante des gens d'affaires qui sont de plus en plus inquiets des effets désastreux sur l'économie des longs bouchons de cir- culation qui persistent aux divers postes dou- niers entre les deux pays depuis les événe- ments tragiques du 11 septembre.

Le Canada exporte annuellement près de 85 % de ses produits aux États-Unis, qui sont en récession depuis le mois de mars.

Le ministre des Finances annoncera égale- ment aujourd'hui la création d'une nouvelle agence fédérale indépendante qui sera res- ponsable des nouvelles mesures de sécurité dans les aéroports, dont l'inspection des ba- gages et des passagers, et le contrôle des pis- tes d'atterrissage et de décollage.

Cette agence, qui fonctionnera essentielle- ment de la même manière que Nav Canada, sera financée en partie par les voyageurs qui se verront imposer une nouvelle taxe à l'achat de leur billet.

Confronté à un ralentissement économi- que important, à une hausse du taux de chô- mage et à des dépenses élevées en matière de sécurité, M. Martin a admis la semaine der- nière qu'il n'avait pas les moyens de financer des programmes coûteux qui pourraient sti- muler l'économie.

« Notre marge de manoeuvre est assez mince », a déclaré le grand argentier du pays. « Nous allons investir dans diverses mesures pour assurer la sécurité du pays. Nous vou- lons aussi encourager la croissance de l'éco- nomie. Mais nous voulons faire tout cela sans retomber en déficit. »

Ottawa n'a pas affiché de déficit depuis

1996-97, les ayant progressivement éliminés dès l'arrivée au pouvoir des libéraux en 1993, qui avaient hérité d'un manque à ga- gner de 42 milliards du Parti conservateur pour l'exercice 1993-94.

Plusieurs économistes croient que le Ca- nada est déjà en récession et ont exhorté M. Martin à faire preuve de grande prudence afin d'éviter que le gouvernement fédéral ne retombe à nouveau dans l'ornière des déficits dont il a eu tant de difficulté à se sortir.

Désirant convaincre les Canadiens qu'Ot- tawa n'est pas obnubilé que par la question de la sécurité, M. Martin entend aussi an- noncer quelques investissements jugés stra- tégiques, quitte à utiliser à cette fin la ré- serve pour éventualités de quatre milliards plutôt que de l'appliquer au remboursement de la dette accumulée de 547,4 milliards.

Ces mesures incluront notamment:

> 100 millions pour augmenter l'accès aux services d'Internet aux Canadiens vivant en milieu rural, un projet cher au ministre de l'Industrie, Brian Tobin, principal adversaire de M. Martin dans la course non déclarée à la succession du premier ministre Jean Chré- tien;

> 60 millions pour financer de nouveaux programmes d'éducation pour les autochto- nes et combattre le syndrome d'alcoolisme foetal;

> 400 millions de plus sur trois ans pour l'aide étrangère.

En plus de déposer un autre budget équi- libré, son cinquième depuis qu'il est mini- stre des Finances, M. Martin a répété à plu- sieurs reprises que les réductions d'impôt de 100 milliards sur cinq ans annoncées l'an dernier ne seront pas remises en question dans son budget.

Le ministre a aussi clairement fait savoir que la hausse de 23 milliards de dollars des paiements de transferts aux provinces pour financer la santé et l'éducation ne sera pas touchée.

La plupart des économistes s'attendent à ce que le surplus budgétaire du présent exer- cice financier, qui se termine en avril 2002, oscilla entre 7 et 10 milliards. Un tel excé- dent pourrait être suffisant pour amortir les dépenses militaires et de sécurité mises en place dans la foulée des attentats du 11 sep- tembre.

GROUPES

Suite de la page A1

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a évoqué une intensifica- tion des opérations militaires dans les territoires palestiniens, après l'attentat suicide à Haïfa, qui a fait une dizaine de blessés et tué son auteur.

Dans la soirée, le minicabinet de sécurité de M. Sharon a adopté une série de décisions opérationnelles concernant la riposte d'Israël, a rapporté la radio publique, sans autre précision.

Le Palestinien, qui a fait explo- ser une charge dans une station d'autobus à Haïfa, a été blessé avant d'être tué par deux policiers, selon le chef de la police israé- lienne locale.

En fait, le terroriste — seul mort de l'attentat — voulait provoquer deux explosions: il comptait faire exploser une première bombe pour attirer policiers et secouristes, puis faire sauter une seconde, de plus forte puissance, qu'il s'était atta- chée au corps, a précisé un respon- sable israélien ayant requis l'ano- nymat. Mais il a été repéré et, lorsque la police s'est approchée de lui, il a fait sauter l'engin explosif. Les secouristes ont ensuite retrouvé l'autre bombe et l'ont fait exploser en lieu sûr.

Le kamikaze, Nimr Abou Sai- fayne, 20 ans, appartenait au Jihad islamique, a indiqué une source sé- curitaire palestinienne. Cependant,

aucun mouvement palestinien n'a pour l'instant revendiqué l'attentat.

Le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a condamné l'atten- tat et appelé le président palesti- nien, Yasser Arafat, à agir contre le Hamas, auteur d'attentats suicide sanglants début décembre.

Quatre policiers palestiniens ont par ailleurs été tués par des soldats israéliens lors d'une incursion is- raélienne dans deux localités auto- nomes du nord de la Cisjordanie. Les policiers circulaient dans une jeep lorsque des soldats israéliens ont ouvert le feu dans leur direc- tion sans sommation, selon la po- lice palestinienne.

Selon le commandant des forces israéliennes en Cisjordanie, « les quatre policiers ont forcé un bar- rage militaire avec leur jeep et ou- vert le feu en direction des soldats qui ont répliqué ». Un chauffeur de taxi palestinien a également été tué par un tir de char israélien dans le nord de la Cisjordanie.

Ces morts portent à 1063 le nom- bre de tués depuis le début de l'In- tifada le 28 septembre 2000, dont 817 Palestiniens et 223 Israéliens.

L'Autorité palestinienne a con- damné l'attentat de Haïfa et promis d'arrêter et de juger ses commandi- taires.

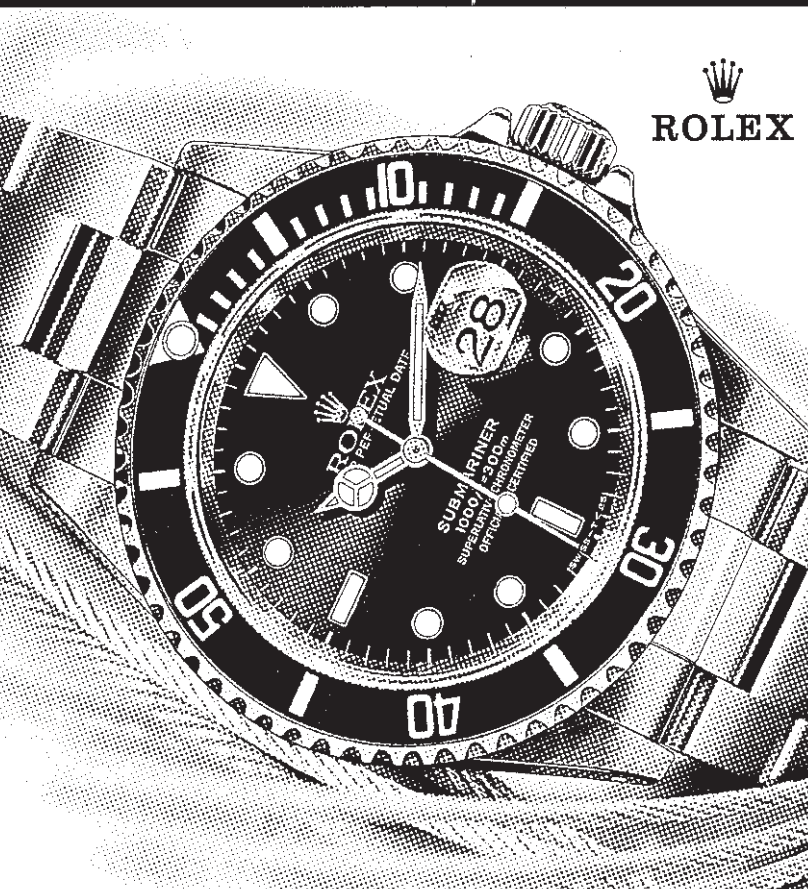
Le vice-président des États-Unis, Dick Cheney, a réaffirmé qu'au vu

des récents attentats palestiniens, « il n'est pas surprenant qu'Israël prenne des mesures pour se défendre ».

M. Arafat, bloqué à Ramallah, en Cisjordanie, depuis les raids israé- liens du 3 décembre, ne participera pas aujourd'hui à la conférence de l'Organisation de la conférence is- lamique (OCI) à Doha « parce qu'il doit rester avec son peuple pour faire face à l'agression israé- lienne », a déclaré le principal né- gociateur palestinien avec Israël, Saëb Erakat. Des conseillers du président de l'Autorité palesti- nienne lui ont recommandé de ne pas s'y rendre, de crainte que les Israéliens ne le laissent ensuite pas revenir.

Le président égyptien, Hosni Mubarak, a estimé pour sa part qu'il était « impossible » pour Yas- ser Arafat de garantir une semaine de calme absolu dans les territoires palestiniens, tel que l'exige Ariel Sharon.

« Il est difficile de contrôler la si- tuation dans les territoires occupés, alors que les destructions d'habita- tions, les assassinats de dirigeants et le siège du peuple palestinien continuent. Comment peut-on de- mander à Arafat de contrôler la si- tuation et d'empêcher la violence lorsque ses forces de sécurité et sa police sont prises pour cibles? » s'est-il interrogé.



ROLEX

Submariner
en acier et or 18 carats



CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978

Vente et service technique

2020 rue de la Montagne, juste au nord de Maisonneuve • 845-4651

L'APRÈS-TALIBANS

L'Américain protalibans devient collaborateur

Agence France-Presse

WASHINGTON — Un jeune Américain, dont le sort passionne et divise les États-Unis, a fourni des informations sur les talibans, dont il avait rejoint les rangs, et se montre coopératif, ont indiqué hier des responsables américains.

John Walker Lindh, 20 ans, ar-
rêté il y a une semaine dans le nord
de l'Afghanistan, est considéré
comme un traître par beaucoup de
ses compatriotes, mais les respon-
sables américains assurent que son
statut juridique n'est pas encore
établi.

Il est pour le moment interrogé sur une base des Marines — le Camp Rhino — dans une région désertique de l'Afghanistan, au sud-ouest de la ville de Kandahar.

« Il est relativement coopératif », a indiqué le chef d'état-major interarmées, le général Richard Myers, dans un entretien sur la chaîne de télévision CBS.

Le vice-président Dick Cheney a indiqué que le jeune homme avait fourni des informations qui avaient été utiles. « On m'a dit que certaines informations qu'il avait fournies ont été utiles », a-t-il déclaré.

John Walker Lindh a été remis à l'armée américaine il y a une semaine après avoir émergé des sous-sols d'une forteresse-prison, Qalajangi, proche de Mazar-e-Sharif à l'issue d'une révolte de prisonniers talibans matée dans le sang par les forces de l'Alliance du Nord.

« Il a été étroitement impliqué dans les événements, et je crois qu'il a fourni, au moins en ce qui concerne l'Afghanistan, des informations utiles et il continuera de le faire », a ajouté le général Myers.

Pour le moment, a-t-il indiqué, « il a reçu des soins médicaux, il a été nourri, on prend soin de lui. Et il a même reçu la visite de la Croix-Rouge ».

Les autorités américaines considèrent Walker comme un détenu mais pas encore comme un prisonnier de guerre, a souligné le général Myers.

Pour M. Cheney il reviendra aux autorités civiles, notamment au département de la Justice, de déterminer son sort une fois que les interrogatoires au Camp Rhino seront achevés. « En tant que citoyen américain, il est protégé par des droits, et il sera traité dans le respect de ces droits », a déclaré le vice-président.

Mais comme beaucoup d'Américains, M. Cheney a reconnu avoir du mal à comprendre comment « quelqu'un qui a grandi dans ce pays (les États-Unis) peut se retrouver en Afghanistan à combattre aux côtés des talibans et de Al-Qaëda ».

John Walker Lindh est né à Washington en 1981 et a grandi dans le Maryland et en Californie. Il s'est converti à l'islam à l'âge de 16 ans avant d'aller au Yémen étudier l'arabe puis au Pakistan pour rejoindre une école religieuse.

Selon ses propres dires, il s'est enrôlé il y a six mois dans les rangs de la milice fondamentaliste dont les États-Unis ont décidé la destruction après les attaques-suicides du 11 septembre.

« Je ne sais pas » ce qu'il faut faire de « ce pauvre garçon », avait récemment déclaré le président George W. Bush. « Il est évident qu'il a été induit en erreur. Il me semble qu'il pensait lutter pour une cause noble. Et en fait, il soutenait un gouvernement qui était l'un des plus répressifs de l'histoire de l'humanité. »

Plusieurs chaînes de télévision américaines ont diffusé vendred les images d'un face-à-face entre Walker et un agent de la CIA, Johnny Spann, tué lors de la révolte de prisonniers talibans à Qala-Jangi.

Les images montrent Walker, agenouillé, les bras liés dans le dos et les cheveux tirés en arrière pour dévoiler son visage, interrogé par Spann, en présence d'un autre agent de la CIA, connu simplement sous le nom de « Dave ».

À un moment, Dave s'adresse à Johnny Spann et lui dit : « S'il veut mourir, il va mourir ici. Ou alors il va passer le reste de sa vie en prison. C'est à lui de décider. On peut seulement aider ceux qui veulent nous parler. »

tion s'est stabilisée à Kandahar, où le chaos régnait depuis la déroute des talibans qui ont abandonné leur fief après sept ans de domination de la ville et de la région.

Leur chef, le mollah Omar, est encore dans la région, a assuré le vice-président des États-Unis, Dick Cheney.

Un quotidien pakistanais, *The News*, citant des talibans, affirme qu'il a réussi à s'enfuir de Kandahar avec un groupe de combattants vendredi pour se retrancher dans les montagnes voisines.

En dépit de cet incident, « il ne fait pas de doute que la présence des talibans à Kandahar relève désormais de l'Histoire », a assuré M. Cheney.

Pour le général Myers, Kandahar demeure encore « une sorte de Far West sauvage, dans le pire sens du terme. Cela risque de prendre quelques jours pour que la situation s'éclaircisse ».

Mais hier, une réunion s'est tenue à Kandahar dans l'ancienne résidence du mollah Omar, et a rassemblé des anciens, des commandants locaux et d'autres personnalités pour apaiser les tensions entre chef rivaux.

Gul Agha, ancien gouverneur de la ville, et le mollah Naqibullah, ancien commandant du deuxième corps d'armée basé dans la ville, qui se disputait le contrôle de la ville, étaient également présents.

Le chef désigné du futur gouver-

a précisé que cette force aura pour mission d'assurer la stabilité du pays ainsi que la distribution de l'aide humanitaire.

Selon M. Annan, la reconstruction de l'Afghanistan, ravagé par plus de 20 années de guerres, pourrait prendre « jusqu'à 10 ans ».

Il ne s'agit pas de déployer des casques bleus, a déclaré à Kaboul Martin Barber, un responsable du département de maintien de la paix des Nations unies à New York.

Elle sera basée sur le principe d'une « coalition de bonnes volontés », a souligné M. Barber, de « nations qui sont volontaires pour participer à cette force ».

Selon la presse de Londres, la Grande-Bretagne s'est montrée disposée à prendre la direction d'une force de sécurité internationale en Afghanistan, à laquelle elle pourrait contribuer à hauteur de 10 000 hommes.

M. Annan a mis en garde également les États-Unis contre une extension de leur guerre contre le terrorisme à d'autres pays, notamment l'Irak. « Toute tentative ou décision d'attaquer l'Irak ne serait pas sage et conduirait à une escalade majeure dans la région. J'espère que cela ne se produira pas », a-t-il dit.

Dans le nord de l'Afghanistan, enfin, le premier train de marchandises transportant de l'aide pour ce pays a traversé hier le Pont de l'amitié à Termez, à la frontière avec l'Ouzbékistan. Ce pont était rouvert pour la première fois depuis quatre ans.

****offres valables seulement chez les concessionnaires**

* Offres valables seulement chez les concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep. Les participants. Certaines exceptions s'appliquent. † Véhicules de DaimlerChrysler non inclus : Prowler, Viper, coupe Sebring, Liberty et camions turbo diesel. Voir votre concessionnaire pour tous les détails. Le prix n'inclut pas les taxes. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les offres se terminent le 21 décembre 2001. Jeep, une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada. Chrysler est une marque déposée de DaimlerChrysler Canada Inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation. (M) A.O.C. Marque officielle de l'Association olympique canadienne.

3010695

loto-quebec

★ *Célébration* 2002 ★

résultats



1 Land Rover (ou 60 000 \$)

Tirage du 2001-12-09		513B658
2001-12-01 850C154	2001-12-05 529F647	
2001-12-02 213F687	2001-12-06 105D269	
2001-12-03 145E905	2001-12-07 778F676	
2001-12-04 842E989	2001-12-08 582B625	

(non décomposables)

Les modalités d'encaissement des billets gagnants
paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre
cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

1 Land Rover Discovery chaque jour du 1^{er} au 31 décembre

Quand l'école publique demande la charité



CHARLES CÔTÉ

À l'Île-des-Soeurs, difficile de passer à côté. Une affiche sur la seule voie d'accès à l'île fixe l'objectif de la Fondation de l'école primaire de l'Île-des-Soeurs: 100 000 \$ cette année. À Outremont, la campagne de la fondation Les amis de l'école Lajoie est plus discrète, et l'objectif est plus modeste: 20 000 \$ à 25 000 \$ par année.

Les fondations privées venant en aide aux écoles primaires publiques se multiplient à Montréal, et leurs objectifs sont de plus en plus ambitieux. En particulier dans les quartiers plus aisés.

Pour bien des parents, c'est une façon d'améliorer le cadre éducatif de leurs enfants, dans un contexte de compressions budgétaires. Mais pour d'autres, c'est une intrusion malvenue du secteur privé qui conduit tout droit à un système d'éducation à deux vitesses.

À l'Île-des-Soeurs, la fondation a été créée cette année. Sa campagne 2001 est présidée par une brochette de gens d'affaires influents, dont Jean Bernier, président d'Ultramar, Pierre Beaudoin, président de Bombardier Aéronautique et Alain Bellemare, premier vice-président de Pratt & Whitney Canada.

Après un mois de campagne, la fondation a déjà amassé 50 000 \$ auprès de 300 donateurs environ. Dans sa lettre de sollicitation, la fondation propose des dons de 100 \$ à 250 \$. Elle émet des reçus d'impôt à partir de 100 \$. La campagne bat son plein avec des visites à domicile et des lettres à répétition, indique la porte-parole Josée Valiquette, qui déplore le manque de dictionnaires et de grammaires dans les classes.

La directrice de l'école, Michelle Picard, affirme que la fondation lui permettra d'engager un technicien informatique. Elle précise que son école dépasse déjà la norme d'un dictionnaire pour cinq élèves, fixée par la commission scolaire. « Dans d'autres milieux, les gens font du bénévolat, dit-elle. Ici, les gens n'ont pas le temps, alors ils donnent de l'argent. Et je suis renversée par l'ampleur de leurs dons ! »

Toutefois, la démarche de la fondation met certains parents mal à



Photo ROBERT NADON, La Presse ©

La fondation de l'école primaire de l'Île-des-Soeurs sollicite parents, résidents et entreprises pour amasser 100 000 \$.

l'aise. « Je trouve cavalier de nous solliciter comme ça, dit Nathalie Crestois, une résidente de l'Île-des-Soeurs qui envoie son fils à cette école. On se sent coupables de ne pas donner. Il faut se battre sur d'autres fronts. On ne peut pas se laver les mains du désengagement de l'État. Après, si on déménage et change de quartier, l'éducation sera moins bonne ? »

Selon la commission scolaire, l'école de 650 élèves dispose d'un budget de fonctionnement de 1,1 million, dont 357 000 \$ pour le volet pédagogique. Selon M^{me} Picard, la somme serait plutôt de 60 000 \$ environ. Le don de 100 000 \$ signifierait donc une augmentation significative de son budget pédagogique. Une augmentation financée pour moitié par les fonds publics, par le truchement des déductions fiscales pour les oeuvres charitables.

À Outremont, la fondation des Amis de l'école Lajoie existe depuis un peu plus d'un an. Elle émet des reçus, peu importe le montant du don. L'an dernier, elle a recueilli plus de 11 000 \$, selon son trésorier, Abderrazak Belhadfa. La somme a servi à l'achat de livres, de CD-ROM éducatifs, à l'abonnement à des périodiques, à la création d'un laboratoire de sciences naturelles et à l'achat d'équipement pour le gymnase.

« Les problèmes des écoles publiques, c'est que de plus en plus on coupe dans les budgets, dit M. Belhadfa. Il faut continuer d'agir sur le plan politique, mais on ne va pas attendre que ça débloque. Il faut agir. »

Ces initiatives sont permises par la loi mais mal accueillies par le ministre de l'Éducation François Legault. « Jamais le ministre n'a encouragé ce genre de pratique, a

indiqué sa porte-parole Anne Marcotte. Mais le ministre encourage l'implication de la communauté dans l'école. Il y a d'autres façons de s'impliquer. »

M^{me} Marcotte affirme que c'est le rôle des commissions scolaires de répartir les budgets selon les besoins et de tenir compte des contributions des fondations pour réduire les budgets des écoles bien nanties et augmenter celui des autres plus défavorisées.

Mais encore faut-il que les commissions scolaires sachent ce qui se passe. La commission scolaire Marguerite-Bourgeois, à laquelle appartiennent les écoles dont il est question ici, ne peut préciser combien de fondations existent sur son territoire. « Elles fonctionnent de façon complètement autonome et des commissions scolaires et des écoles, affirme la porte-parole Brigitte Gauvreau. Il n'y a aucune réglementation. C'est approuvé à la

pièce par le conseil des commissaires, qui vérifie le cadre légal et les objets de la fondation, qui doivent correspondre aux missions des écoles. »

À la Commission scolaire de Montréal, les fondations doivent respecter un règlement avant de pouvoir utiliser le nom des écoles. La CSDM se réserve le droit de nommer trois représentants au conseil de chaque fondation. Il en existe 28, dont sept qui ont été créées depuis 1998.

La présidente de la Centrale des syndicats du Québec, Monique Richard, s'inquiète de ce phénomène, prévisible selon elle depuis la dernière réforme de l'éducation. « Ça s'inscrit dans le glissement du système d'éducation vers le privé, dit-elle. L'écart se creuse de plus en plus. Est-ce qu'on va faire en sorte qu'il va y avoir des écoles avec des moyens et d'autres pas ? Les besoins sont les mêmes ! »

VOLVO
pour la vie

La Volvo V40. C'est le temps de changer
votre façon de voir la vie dans une Volvo. Et vice versa.

LA RÉVOLUTION ELLE SE POURSUIT À VOLVOCANADA.COM ET CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE VOLVO.

399\$⁺
Location à partir de/mois (48 mois)

Accompte: 3 605,00 \$
Dépôt de sécurité: 500,00 \$
Premier paiement mensuel: 398,93 \$
Livraison et transport: 1 050,00 \$
Montant dû au début de la location: 5 553,93 \$
taxes, immatriculation et assurance en sus

*Le prix de détail suggéré du fabricant pour la Volvo V40 2002 commence à 32 495,00 \$. *Taux de location de 5,9 % offert sur tous les nouveaux modèles V40 2002. Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation de crédit. À titre d'exemple, location d'une Volvo V40 2002: 398,93 \$ par mois, pendant 48 mois avec dépôt de garantie de 3 605,00 \$ ou échange équivalent. Le coût total de location est de 19 148,64 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail de 14 915,25 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Le premier paiement mensuel, et un dépôt de garantie de 500,00 \$, sont payables à la livraison. Kilométrage limité à 20 000 km par an (frais de 0,08 \$ par kilomètre excédentaire). *Le concessionnaire peut réduire le prix de vente/location. Frais de transport et de livraison de 1 050,00 \$, taxes, immatriculation et assurance en sus. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. *Parmi les voitures examinées dans le segment des berlines intermédiaires. ©2001 Automobiles Volvo du Canada Ltée. -Volvo, pour la vie- est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Bouclez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez notre site www.volvocanada.com.

Laval
VOLVO LAVAL
div. de: Boulevard St-Martin Auto
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 725-9394

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

TERRORISME: LE RÉSEAU MONTRÉAL

Pendant cinq ans, Montréal a été au coeur d'une enquête policière internationale sur un réseau terroriste islamique. Suite d'un passionnant récit.

Dixième épisode d'une série de quatorze à suivre dans le cahier A et sur cyberpresse, chaque jour.

cyberpresse.ca

www.cyberpresse.ca/reseauterrorisme

Une enquête d'ANDRÉ NOËL



Le chef du réseau arrêté en Jordanie

Ressam, lui, discute de faire sauter une bombe à Outremont

En avril 1999, Fateh Kamel, le chef du réseau de Montréal spécialisé dans le trafic de faux papiers pour terroristes, se trouve en Jordanie. Le juge d'instruction français Jean-Louis Bruguère est mis au courant. Voilà deux ans qu'il veut le coffrer. À sa demande, la police jordanienne l'arrête.

Un autre homme est arrêté avec Kamel. Il s'agit de Nouredine Saidi, qui vivait également à Montréal et qui voya-geait avec lui. Mais comment le juge Bruguère a-t-il eu vent de leur présence en Jordanie ? Le grand ami de Kamel, Mohamed Omary, a sa théorie sur le sujet. Omary, 35 ans, un citoyen canadien d'origine marocaine et père de famille, habite encore le Plateau Mont-Royal. Il s'était rendu en Bosnie pendant la guerre avec Fateh Kamel. Un journaliste de *La Presse* l'a rencontré dans l'appartement de son frère, en octobre dernier. Un peu réticent au départ, il a fini par répondre à quelques questions.

« Fateh Kamel est un citoyen canadien comme moi, a rappelé Omary. Le juge Bruguère voulait que les autorités canadiennes l'arrêtent, mais il n'avait pas les preuves nécessaires pour le faire arrêter et demander son extradition. Kamel était un honnête homme : on ne pouvait rien lui reprocher.

« Ce que je crois, c'est que Kamel, à son arrivée en Jordanie, a téléphoné chez lui, au Québec, et a parlé avec sa femme (Nathalie Boivin). Le SCRS (Service canadien du renseignement de sécurité) avait peut-être placé la ligne de son domicile sur écoute. J'imagine que le SCRS a communiqué l'information à Bruguère, qui a demandé à la Jordanie de l'arrêter, parce qu'il ne pouvait pas l'arrêter au Canada. »

Dès l'arrestation, des membres de l'escouade antiterroriste française s'envolent vers la Jordanie pour interroger Kamel. Contre toute attente, ce dernier parle. Mais il retient beaucoup d'informations. Néanmoins, le juge Bruguère estime qu'il en a assez pour faire une demande officielle d'entraide judiciaire internationale au Canada. Celle-ci est signifiée le 19 avril et atterrit sur le bureau de M^e Claude Le François, au ministère de la Justice à Ottawa.

Un mois plus tard, Kamel est extradé de la Jordanie vers la France et incarcéré à la prison de la Santé, à Paris. Au cours d'une perquisition dans sa cellule, les gardiens découvrent son carnet d'adresses, qui contient les coordonnées de Mokhtar Haouari à Montréal et des numéros de téléphone en Thaïlande, « où il existe une officine spécialisée dans la fabrication de faux documents français, en relation directe avec des Algériens se trouvant au Canada et à Londres », indiquent des documents judiciaires français.

Le carnet d'adresses de Fateh Kamel contient aussi les coordonnées, à Montréal, de Mokhtar Kaddi, un type qui est né dans le même quartier que lui en Algérie et qui se spécialise dans le vol et le recel de voitures de luxe. Kaddi est assez proche de Kamel pour l'avoir aidé à déménager, vraisemblablement d'Outremont à l'Île-Perrot, le 1^{er} juillet 1997, en compagnie de Saïd Atmani et de Saïd Gasmî. Kaddi sera arrêté à Marseille le 29 avril 2000 pour trafic international de voitures de luxe volées. Le carnet de Kamel saisi à la prison de la Santé contient d'ailleurs les coordonnées de quatre mécaniciens au Québec.

Ressam adopte un profil bas

Plusieurs des compagnons d'Ahmed Ressam ne sont donc plus à Montréal pendant le printemps et l'été 1999, après son retour d'Afghanistan : Saïd Atmani a été expulsé en Bosnie, Mustapha Labssi a été arrêté à Londres, Fateh Kamel est en prison à Paris. Ressam adopte le profil bas.

Suivant les bons conseils qu'il a reçus dans les camps d'Oussama



Photothèque La Presse et Courtoisie du Globe and Mail et de CTV



Avant de quitter Montréal, à l'hiver 1999, Fateh Kamel a vendu sa boutique Artisanat Nord-Sud, boulevard Saint-Laurent, à Mokhtar Haouari (photo de gauche). Ce dernier a été arrêté à Montréal peu après l'arrestation de Ressam aux États-Unis. Samir Aït Mohamed (photo de droite) a discuté avec Ressam de faire sauter une bombe à Outremont. Il est détenu à Vancouver : la justice américaine réclame son extradition.



ben Laden, il ne se rend plus à la mosquée et limite ses fréquentations. Des mandats d'arrestation ont été lancés contre lui parce qu'il a omis de comparaître en cour à la suite de divers délits, mais sa nouvelle identité de Benni Antoine Noris lui permet d'échapper à la vigilance policière. Le SCRS, en tout cas, a perdu sa trace.

Ressam se tourne vers Mokhtar Haouari pour se procurer une carte Visa, toujours au nom de Noris. Ressam a besoin d'une carte de crédit pour acheter le matériel nécessaire à la fabrication de sa bombe et des billets d'avion.

Mokhtar Haouari, alors âgé de 31 ans, est arrivé au Canada depuis l'Algérie en 1993. Il a habité rue Grenet, rue Sherbrooke et avenue Papineau à Montréal. À l'hiver 1999, il a racheté la boutique de Fateh Kamel, Artisanat Nord-Sud, boulevard Saint-Laurent. Haouari n'a pas son pareil pour fabriquer de fausses cartes de crédit.

Il accepte d'aider Ressam. Il a chez lui un ordinateur et un appareil qui lui permettent d'imprimer des cartes de crédit et de débit vierges. En échange d'une carte Visa, Haouari demande à Ressam d'ouvrir un magasin ; un nouveau commerce leur permettra de noter les

numéros de cartes de crédit et débit, et de les dupliquer ensuite.

Ressam enregistre le « Marché Benni » à l'Inspecteur général des Institutions financières du gouvernement du Québec. Il projette d'ouvrir l'épicerie au 2471, rue Lacordaire, dans l'est de Montréal, à l'angle de la rue Hochelaga. Un homme l'aide dans ses démarches commerciales : Saïd Araar. Ce dernier devait aussi profiter du trafic de cartes de crédit, a déclaré Ressam au procès de Mokhtar Haouari cet été à New York. En dépit de ce témoignage, Araar n'a pas été embêté par la justice. Selon une source policière qui a requis l'anonymat, il vivrait actuellement à Ottawa et viendrait régulièrement à Montréal.

Projet de bombe

Le petit réseau de fraude de Haouari comptait surtout sur la collaboration de Samir Aït Mohamed. Selon les aveux faits par Ressam au FBI, cette année, cet Algérien de 32 ans a discuté avec lui, au printemps 1999, de faire exploser une énorme bombe à Outremont, ou dans les environs, au cours de l'été. Mohamed lui signalait que le dispositif explosif devait être fabriqué « avec les bons ingrédients » et « placé

dans un camion-citerne rempli d'essence afin de provoquer l'explosion la plus massive et la plus dommageable possible ».

Toujours selon les aveux de Ressam recueillis par un agent du FBI, Mohamed « affirmait que l'inter-section de l'avenue Laurier et de l'avenue du Parc était particulièrement intéressante pour placer une bombe, étant donné qu'on observait la présence importante de juifs portant de longs favoris bouclés marchant à cet endroit ».

Cette intersection se trouve en fait à Montréal, à un coin de rue d'Outremont, où habitent des centaines de juifs hassidiques, facilement reconnaissables par leur habillement et leur coiffure. Mohamed a aussi suggéré de faire sauter la bombe rue Sainte-Catherine, parce qu'elle est très fréquentée.

À la même époque, « Ahmed Ressam a sollicité l'aide de Samir Aït Mohamed pour obtenir de véritables passeports canadiens auprès d'un individu travaillant au Bureau des passeports », précise l'agent Frederick W. Humphries II, du FBI, dans une déclaration sous serment déposée à Immigration Canada. « Ces passeports devaient être utilisés par une équipe de terroristes qui voulaient entrer aux États-Unis afin de perpétrer des attentats terroristes. » La déclaration ne précise pas si ces projets ont été menés à terme.

« Vers le printemps de 1999, Ressam a demandé à Mohamed, et Mohamed a accepté, de procurer à Ressam deux grenades et une mitrailleuse munie d'un silencieux », poursuit la déclaration. Au bout du compte, Mohamed a remis un pistolet volé Heckler et Koch 9mm à Ressam.

Le FBI allègue par ailleurs que Ressam et Mohamed ont essayé d'acheter un ordinateur portable à Montréal pour l'envoyer à Abou Zoubaida, responsable de l'accueil des moudjahidines dans les camps d'entraînement terroristes d'Oussama ben Laden en Afghanistan.

Un agent double

Ce Mohamed est arrivé au Québec en autocar en 1997, en passant par les États-Unis où il avait utilisé un faux passeport belge. Une fois ici, il a rempli une demande d'asile politique en prétendant qu'il avait peur d'être persécuté en Algérie. Il a d'abord vécu au YMCA du centre-ville de Montréal, puis dans un appartement de la rue Milton. Sa demande de réfugié a été rejetée en 1998 et une ordonnance d'expulsion a été rendue. Il a contesté ce refus à la Cour fédérale qui, en octobre 1999, a ordonné une nouvelle audience.

Lorsqu'il a su que Ressam passait aux aveux, l'été dernier, il a tenté de fuir le Canada. Assez stupidement, il a tenté de s'infiltrer... aux États-Unis. Il a été arrêté au poste frontière de Blaine, dans l'État de Washington, et remis aux agents d'Immigration Canada. Les États-Unis demandent maintenant son extradition : un grand jury de Manhattan l'accuse de complicité avec Ressam pour faire sauter une bombe à l'aéroport international de Los Angeles.

Selon des informations obtenues par *La Presse*, Samir Aït Mohamed avait des contacts avec la Gendarmerie royale du Canada dès 1999.

Le *Seattle Times* affirme de son côté qu'il agissait comme agent double. Mohamed aurait cependant mis les policiers sur de fausses pistes.

Quoi qu'il en soit, il a bel et bien fourni une arme à Ahmed Ressam. Cependant, il ne suffit pas d'avoir une arme, il faut aussi savoir s'en servir. Or Ressam est un piètre voleur. En août 1999, il se déguise : il se laisse pousser une barbi-che au menton, il

couvre sa tête avec une casquette de baseball et dissimule ses yeux marron derrière des lunettes fumées. Puis il se dirige vers un bureau de change. Il pointe son arme vers les clients et crie : « Ne bougez pas ! »

Un client saisit tout simplement le bras de Ressam. Ce dernier, apeuré, s'enfuit sans tirer un seul coup de feu... et sans argent non plus.

Cet échec ne l'empêche pas de préparer activement son attentat. Le 1^{er} septembre, comme il a besoin de composantes électroniques pour fabriquer un détonateur, il se rend chez Lam Imports, boulevard Saint-Laurent, et achète deux montres Casio, au montant de 22 \$ chacune, un achat qu'il règle avec sa nouvelle carte de crédit Visa au nom de Benni Noris. Au total, il fabriquera quatre minuteriers dans son appartement de la rue du Fort.

Demain:

LE JUGE BRUGUÈRE DÉBARQUE À MONTRÉAL

Art Eggleton hué par des manifestants juifs à Toronto

Sa déclaration sur la souffrance des Palestiniens est mal reçue

WOJTEK DABROWSKI
Presse Canadienne

TORONTO – Les Palestiniens souffrent tout autant que les Israéliens, a affirmé hier le ministre fédéral de la Défense nationale, Art Eggleton, ce qui lui a valu d’être hué copieusement par des membres de la communauté juive de Toronto auxquels il s’adressait.

« Alors que nous avons été témoins de la violence de ces derniers jours en Israël, soyons clairs : le peuple israélien souffre », a tout d’abord déclaré M. Eggleton, faisant allusion aux attentats survenus dans les villes israéliennes de Jésus-

salem et de Haïfa la semaine dernière, et qui ont coûté la vie à 26 personnes.

« Le peuple palestinien souffre », a-t-il ensuite affirmé, suscitant la colère des centaines de personnes qui prenaient part à une manifestation contre le terrorisme, à l’instigation de l’Association de groupes communautaires juifs, Israel Now. Certains protestataires ont chahuté M. Eggleton, d’autres l’ont sifflé, tandis que des drapeaux israéliens étaient agités.

« Le Canada se soucie de la situation des deux peuples, et il continuera de faire ce qu’il peut afin de régler ce conflit », a ajouté le ministre.

M. Eggleton a dit être informé des inquiétudes soulevées au sein de la communauté juive canadienne par la politique d’Ottawa en ce qui a trait au terrorisme. « Je

sais que plusieurs d’entre vous remettent en question la position du gouvernement (canadien) face à certaines résolutions des Nations unies », a déclaré le ministre à la foule, qui a alors fortement réagi.

« J’entends votre passion », a-t-il ajouté, avant qu’un manifestant ne lui lance : « Où est la vôtre ? »

La foule est toutefois devenue plus réceptive aux propos de M. Eggleton lorsqu’il été question de la contribution du Canada à la lutte antiterrorisme — soit le déploiement de quelque 3000 militaires — et de la nécessité d’éradiquer le mal qu’est le terrorisme dans le monde entier.

« Israël fait face depuis plusieurs années à ces actes malveillants contre l’humanité, a-t-il déclaré. Mais l’esprit du peuple d’Israël est beaucoup plus fort que les forces du mal qui tentent de le détruire. »



Photo PC
Le ministre de la Défense Art Eggleton était présent, hier, à une manifestation organisée par l'Association de groupes communautaires juifs, Israel Now, à Toronto.

ACTUALITÉS

Le Centre Charles-Bruneau double sa superficie

SÉBASTIEN RODRIGUE

LE CENTRE DE cancérologie Charles-Bruneau de l'Hôpital Sainte-Justine comptera bientôt un deuxième pavillon qui permettra d'accueillir davantage d'enfants atteints du cancer, de multiplier le nombre de greffes de moelle osseuse et d'intensifier la recherche dans le domaine.

Le ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, Rémy Trudel, a dévoilé hier le projet d'une valeur de 10 millions dont deux proviennent du gouvernement québécois. L'argent pour la construction d'un nouveau pavillon provient surtout d'Opération Enfant Soleil (cinq millions), de la Fondation Lucie et André Chagnon (deux millions) et de la Fondation Charles Bruneau (un million). « Nous allons construire un deuxième pavillon de cancérologie pour guérir les enfants du Québec atteints de cancer », a dit le ministre. La Fondation Charles-Bruneau investit pour sa part 10 millions de plus pour soutenir la recherche.

Ce bâtiment de quatre étages se connectera au Pavillon Vidéotron qui s'appellera désormais « Pavillon Lucie et André Chagnon », puisque la famille s'est maintenant



Photo ROBERT SKINNER, La Presse®

Jocelyn Demers, hématologue pédiatrique et coordonateur du Centre de cancérologie Charles-Bruneau, Rémy Trudel, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, Claude Chagnon, président de la Fondation Lucie et André Chagnon, et Pierre Bruneau, de la Fondation Charles-Bruneau.

départis de la compagnie de câblodistribution. La famille Chagnon avait participé au financement du premier pavillon ouvert en 1995. « La première phase devait être plus grosse, mais nous l'avions réduite faute de moyens. Aujourd'hui, c'est la suite qui nous per-

mettra d'aller plus loin, d'offrir plus de soins, de combler le manque de lits et d'espace », s'est réjoui le Dr Jocelyn Demers, hématologue pédiatrique et coordonateur du Centre de cancérologie Charles-Bruneau.

Le pavillon d'une superficie de

3620 m² prendra donc place à l'angle du chemin de la Côte-Sainte-Catherine et de la rue Hudson. Selon le docteur Demers, il concentrera dans un même lieu les services, la recherche et les spécialistes du cancer chez les enfants.

Un tel centre pourrait éventuellement offrir des soins à domicile et même superviser des traitements de chimiothérapie à la maison. Entre temps, le projet permettra de doubler le nombre de greffes de moelle osseuse qui passera de 30 à 60 opérations par année. Le centre offre des soins ou un suivi médical à plus de 1500 enfants au Québec.

M. Trudel a également octroyé un million pour permettre à l'hôpital d'enclencher les phases un et deux de son plan de réfection des systèmes de ventilation.

Cette annonce n'a toutefois rien à voir avec le fait que 18 employés du laboratoire central de l'hôpital ont dû affronter le cancer depuis 1998 et que 15 d'entre eux en sont morts, assure le directeur général de l'hôpital, Kheim Dao. L'hôpital en avait fait la demande au printemps dernier à la régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal-Centre.

D'après une étude de la Direc-

tion de la santé publique de Montréal, il n'y aurait toutefois aucun lien entre la ventilation de l'hôpital et les cas de cancer. Une enquête de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) démontrait pourtant l'existence d'un problème de qualité de l'air et la présence, entre autres, de moisissures de type aspergillus à l'Hôpital Sainte-Justine. Les travaux respectent néanmoins les recommandations faites par la CSST.

Les travaux débuteront dans les prochaines semaines et seront complétés d'ici la fin 2002. Les rénovations débuteront au laboratoire central ainsi que dans les laboratoires de pathologie et d'hématologie, puis s'étendront ensuite aux soins intensifs, à la salle d'accouchement et en cardiologie.

L'hôpital a aussi reçu 4,9 millions de plus pour la réfection de son entrée électrique et pour installer un nouveau groupe électrogène.

En après-midi, M. Trudel s'est également arrêté au CHSLD-CLSC Bordeaux-Cartierville, connu anciennement sous le nom d'hôpital Saint-Joseph de la Providence, afin d'annoncer un investissement de 13 millions pour agrandir les installations et rénover les chambres.

L'Afrique crie au secours

Agence France-Presse

OUAGADOUGOU — La XII^e Conférence internationale sur le sida et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique (CISMA/ICASA) s'est ouverte hier à Ouagadougou, sur des appels à développer l'accès aux traitements antisida pour le continent le plus touché par la pandémie.

En 2000, l'ONUSIDA a estimé que parmi les 33 millions de séropositifs dans le monde, 70 % vivent en Afrique subsaharienne.

Le continent, avec 2,3 millions de morts cette année, compte 76 % des 3 millions de décès imputables au sida dans le monde. Et en l'absence de traitement adéquat, la plupart des 28,1 millions d'Africains qui vivent avec le virus du sida (VIH) ne survivront pas à la décennie, selon l'ONUSIDA.

Dans les pays riches, l'arrivée des trithérapies (association de trois médicaments) en 1996 a révolutionné la vie et le traitement des malades, faisant passer le sida de maladie incurable et mortelle au rang de maladie chronique.

Mais en dépit de la signature par plusieurs pays africains d'accords avec les grandes firmes pharmaceutiques sur la fourniture de médicaments, notamment d'antirétroviraux (ARV), avec jusqu'à 90 % de rabais sur les prix, l'accès aux traitements reste en Afrique très limité et les traitements encore trop chers pour la grande majorité des populations.

Le ministre délégué français à la Santé, Bernard Kouchner, présent à Ougadougou pour l'ouverture de la CISMA, a appelé les pays du continent à faire entendre leur voix pour obtenir des traitements, leur promettant l'appui de la France en ce sens.

« Si les pays d'Afrique ne disent pas nous voulons le traitement, ce n'est pas nous qui pourrions le faire », a déclaré M. Kouchner lors d'une rencontre avec la presse.

Il a regretté l'absence d'expression africaine « et a engagé les pays du continent à se faire entendre à l'occasion d'une réunion « cruciale » la semaine prochaine à Bruxelles sur la création du Fonds global de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui se met en place sous l'égide de l'ONU.

M. Kouchner devait rencontrer hier ses homologues africains et transmettre à la conférence un message du président français Jacques Chirac s'engageant en faveur d'un meilleur accès aux traitements.

L'électrochoc revient à la mode

Le Collège des médecins juge même qu'il est sous-utilisé



LOUISE LEDUC

Traitement controversé s'il en est, l'électrochoc a été administré deux fois plus souvent au Québec en 2000 qu'en 1990.

Le traitement demeure cependant sous-utilisé aux yeux du responsable du dossier au Collège des médecins, qui entend mener bientôt une campagne de sensibilisation pour mieux le faire connaître des psychiatres. Le ministère de la Santé approuve-t-il ? Mystère et boule de gomme.

« Nous nous apprêtons à publier après les Fêtes un guide des lignes directrices de l'électrochoc », explique en entrevue le docteur Jacques Melanson, responsable au Collège des médecins de l'examen des pratiques professionnelles. « Le traitement, pour lequel il n'y a aucune contre-indication, n'a plus rien à voir avec le film *Vol au-dessus d'un nid de coucou*. Hélas ! au Québec, seule une personne sur dix souffrant de dépression majeure le reçoit, alors que beaucoup plus de personnes devraient en bénéficier. »

C'est à la demande du ministère de la Santé, assure-t-il deux fois plutôt qu'une, qu'une étude est cependant d'abord menée sur les électrochocs. « Le ministère s'inquiète de l'augmentation des électrochocs et a voulu se faire expliquer les raisons de ces augmentations. »

Bizarrement, le son de cloche est tout autre au ministère de la Santé. Sa porte-parole, Dominique Breton, soutient, elle, que les séances d'électrochocs sont en baisse au Québec et qu'aucune étude n'a été demandée par son ministère.

Les données obtenues auprès de l'Assurance-maladie du Québec sont pourtant formelles. Nombre d'électrochocs administrés en 1990 : 4112. Nombre d'électrochocs administrés en 2000 : 7632. Un traitement comportant environ 10 séances, entre 700 et 800 Québécois reçoivent aujourd'hui des électrochocs.

Le docteur Melanson, à qui l'on confie les différentes versions, précise. « La demande du ministère de la Santé n'est pas officielle, mais émane de deux ou trois personnes haut placées au ministère qui n'aiment pas les électrochocs. »

Parallèlement aux travaux en cours au ministère de la Santé, un autre examen de l'électroconvulsiothérapie — autre nom donné à l'électrochoc — est mené à l'Agence

d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé (AETMIS). Le docteur Reiner Banken, qui y mène l'affaire, se montre nuancé par rapport au traitement. « L'électrochoc est efficace lorsqu'il y a dépression majeure, mais les effets secondaires ne sont pas à négliger non plus. »

Il évoque ici surtout la perte de mémoire à court terme chez presque toute personne traitée — « ce qui pose le problème de la signature de la formule de consentement, dont les patients ne se souviennent pas après le traitement ».

Le docteur Banken ajoute cependant que le traitement, aux sombres origines, n'est plus ce qu'il était. « Dans les années 40, l'électrochoc a été administré n'importe comment, parfois même à la maison par de petites machines dont se servaient les maris pour administrer de petits chocs à leur conjointe déprimée. Dans les années 70, l'oxygène, l'anesthésie et l'admi-

nistration de relaxants musculaires sont venus raffiner le traitement. Aujourd'hui, il ne donne plus de grosses convulsions. Tout ce qui bouge, désormais, c'est le bras. »

Sous anesthésie

Le docteur Brian Bexton, psychanalyste et président de l'Association québécoise des psychiatres, souligne de son côté que les problèmes de mémoire sont peut-être dus au fait que les personnes traitées doivent être anesthésiées deux ou trois fois par semaine, pendant trois semaines consécutives. « Une dizaine d'anesthésies peuvent expliquer les problèmes de mémoire à court terme. »

Et les problèmes à long terme ? « Les études en cours viendront préciser la chose, mais mes patients ne sont aucunement affectés de façon permanente. Chose certaine, le traitement n'est utilisé que pour les cas extrêmes, pour des personnes si dépressives qu'elles ne parviennent

plus à boire ni à manger, pour des patients que les antidépresseurs ne soulagent pas. »

Fait à noter, une étude publiée dans le *Journal of the American Medical Association* en 2001 révèle que presque tous les dépressifs profonds traités à l'électrochoc ont rechuté dans les six mois suivant le traitement. L'électrochoc, au mieux, ne serait efficace qu'à court terme, pour venir à bout d'une crise aiguë. « Il est donc nécessaire, insiste le docteur Ranken de l'AETMIS, de poursuivre avec une autre forme de traitement par la suite. Soit des médicaments, soit certaines formes de psychothérapie (cognitive ou interpersonnelle), soit les deux. »

L'intérêt renouvelé pour l'électrochoc au Québec survient au moment où le gouvernement américain et l'Association américaine des psychiatres viennent de multiplier les avis favorables à ce traitement.

Un traitement qui pourrait causer plus de mal que de bien

LOUISE LEDUC

Tant que l'on ne pourra pas garantir que l'électrochoc ne cause pas plus de mal que de bien, il vaudrait bien mieux s'abstenir de l'administrer.

C'est ce que réclame l'avocate montréalaise Hélène Grandbois, spécialisée en recherches sur la santé mentale et membre de l'organisme de résistance américain Support Coalition International « qui est reconnu par l'Organisation des Nations unies ».

Elle insiste là-dessus parce qu'en matière d'électrochocs, les lettres de noblesse ne sont pas peu importantes, note-t-elle. « Le débat est monopolisé par les psychiatres, qui font preuve d'une belle unanimité sur le sujet. Il me semble qu'il serait important d'écouter les milliers de personnes qui disent que l'électrochoc a détruit leur vie. Mais on ne leur accorde aucune crédibilité. Une personne aux prises avec un trouble mental ne fait évidemment pas le poids, dans le débat public, avec un médecin bardé de diplômes. »

Pour Mme Grandbois, il faut de toute urgence se pencher sur les problèmes de mémoire occasionnés par les électrochocs et surtout, se préoccuper de ce que le traitement soit « administré aux plus vulnérables de notre société, surtout aux personnes âgées ».

Elle rejoint ici une enquête choc publiée dans *Québec Science*, en 1997, qui révélait que les femmes et les personnes âgées sont les plus nombreuses à recevoir les électrochocs.

Pas un peu inquiétant ? « On traite de plus en plus de personnes âgées à l'électrochoc parce que

leurs problèmes cardiaques les empêchent souvent de prendre des antidépresseurs », précise le docteur Reiner Banken, qui mène actuellement une étude sur l'électrochoc pour le compte de l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé (AETMIS).

Et pourquoi surtout des femmes ? Le docteur Claude Vanier, psychiatre à Louis-Hippolyte-La-Fontaine où se donnent un millier d'électrochocs par année, note que ce sont elles qui souffrent le plus de dépressions (ce qui n'est cependant pas la conclusion de la toute fraîche étude sur la santé mentale rendue publique par la Régie de la santé et des services sociaux).

Oui, des femmes enceintes reçoivent des électrochocs, note-t-il par ailleurs. « C'est moins dangereux que la médication. »

Il admet que l'électrochoc comporte des effets secondaires, mais souligne que c'est le cas de tout traitement. « Même les aspirines occasionnent parfois des maux d'estomac. »

Aux étudiants en médecine qui visitent sa clinique, le docteur Vanier, professeur à l'Université de Montréal, dit faire valoir le taux de mortalité moindre associé aux électrochocs qu'aux opérations pour enlever les amygdales.

Le docteur Vanier soutient que si ce n'était « du gros plat que font les groupes de droits de la personne » et de ce tabou qui continue d'entourer l'électrochoc, il pourrait secourir bien plus de personnes très dépressives. « On panique avec les électrochocs, qui ne dégagent que 35 à 40 joules, alors que, pour le coeur, on administre des chocs de 450 à 500 joules. »

Ne manquez pas de lire, demain matin, notre analyse du budget fédéral 2001.

3011548A

ERNST & YOUNG

DE L'IDÉE À L'ACTION^{MD}

© 2001 ERNST & YOUNG S.R.L.

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

10 décembre 2001

Page A9 manquante

LE MONDE

Des paysans russes maîtrisent le marché

Dix ans après l'effondrement de l'URSS, les changements sont nombreux en Russie. Les travailleurs russes découvrent pour le meilleur et pour le pire les lois du marché. Mais la vie est-elle meilleure pour autant ?



JOONEED KHAN
envoyé spécial
EN RUSSIE

« La vie est-elle meilleure ou pire qu'il y a 10 ans ? Quelle importance ? On fait avec la réalité telle qu'elle est. On finit par se faire une raison. L'important aujourd'hui, c'est le marché : il faut constamment améliorer la qualité de nos produits, tenir compte de la concurrence, distribuer des produits frais le plus vite possible. Voilà le défi. »

Assise derrière son pupitre, Alla Denisova avait l'air d'une petite étudiante timide lorsque nous sommes entrés dans son bureau. Elle voulait plutôt qu'on parle au directeur de l'entreprise laitière, elle refusait d'être photographiée.

La confiance établie au fil de la conversation, Mme Denisova, qui dirige une cinquantaine d'employés, des femmes surtout, s'est lentement imposée comme la directrice qu'elle est de l'usine de traitement du lait à Marfino, à une cinquantaine de km au nord de Moscou.

Et quand elle s'est levée à la fin pour nous saluer, elle était étonnamment grande ; c'est sa chaise qui était basse.

« Avant 1991, toutes ces fermes appartenaient à l'État et le lait était traité dans une grande usine centralisée. Notre entreprise a été privatisée il y a 10 ans. Nous avons six fermes dans la région, avec un millier de vaches environ, et nous traitons le lait de ces six fermes », explique-t-elle.

« On purifie le lait, on le pasteurise, on l'emballage dans des contenants d'un litre qu'on place ensuite dans les magasins de la région et ceux de Moscou ; on fabrique aussi de la crème sure, du yogourt kéfir,

du beurre et des fromages. Tout est frais et naturel. Pas de colorants ni de préservatifs. Et on livre tout nous-mêmes, directement. »

Ces fermes se trouvent dans des villages autour de l'usine de Marfino, hors des limites de la capitale russe, dans la zone administrative distincte appelée Région de Moscou.

C'est une ceinture de vieux hameaux paysans qui alimentent la capitale en produits laitiers, et aussi en légumes et fleurs cultivés en serres. Installations fort rudimentaires que ces serres et ces pépinières, où les hommes se réfugient surtout pour la chaleur ce dimanche et bavardent en avalant de la vodka et en grignotant du poisson fumé, des cornichons et des saucissons.

Les « Nouveaux Russes »

À côté des vieux villages aux petites barriques de bois bien tassées s'élèvent désormais les petites cités de « Nouveaux Russes » (lire nouveaux riches), aux villas et bungalows de briques rouges aux portes et fenêtres grillagées, et aux cours emmurées. Renseignement pris auprès des résidents roulant en Audi, BMW et Toyota 4x4, les prix de ces villas varient entre 200 000 et 300 000 \$ US.

« C'est trop cher pour être honnête, commente Evgueni Zykov, le chauffeur-guide. Mais je comprends les grillages. J'ai une petite datcha à une centaine de km plus au nord, complètement isolé en pleine campagne et non hivernisé. Il n'y a ni eau courante ni électricité. Chaque hiver, des sans abri y entre par effraction et laissent les lieux dans un état pitoyable. »

Phénomène intéressant : des stations-service, des petits magasins genre dépanneurs, avec café, location de cassettes vidéo et vente de bois de chauffage, des centres de matériaux de construction et de rénovation, ont fait leur apparition autour des cités des « Nouveaux Russes ». « Il n'y avait pas ça il y a 10 ans », observe Evgueni.



Photo JOONED KHAN, La Presse ©

Assise derrière son pupitre, Alla Denisova, qui a l'air d'une petite étudiante timide, dirige une cinquantaine d'employés d'une usine de traitement du lait à Marfino, près de Moscou.

Les roses, lys et chrysanthèmes, ainsi que les tomates, concombres et laitues cultivés en serres sont vendus sur le marché de Moscou. « Le marché, voilà la réalité des 10 dernières années, il nous oblige à nous améliorer constamment et à livrer nos produits vite et bien pour pouvoir survivre », affirme Vladimir Grigoriev, cultivateur.

Dans sa pépinière gardée par une douzaine de chiens féroces dans le village de Gribki, Nikolaï Zloukine cultive des sapins de Noël pour les Moscovites, mais aussi des arbustes (pins, bouleaux, saules, chênes) pour les cours neuves des « Nouveaux Russes ».

Une des fermes laitières qui alimente l'usine de traitement de Mme Denisova se trouve à Sholokhovo, à une dizaine de km de Marfino. Sasha s'y rend trois fois par jour avec son camion-citerne chercher le lait. Nous le suivons.

« Nous avons ici 194 vaches laitières, des Holstein », indique Ga-

lina Filatova, directrice de la ferme, pendant que des employées servent aux animaux un mélange de foin et de nutriments. « Tout est naturel chez nous, mais la traite est mécanisée. Nous avons 25 employées, toutes des femmes ».

Dans une autre étable réservée à la reproduction, Nina Sharova et Zoya Panina s'occupent d'une cinquantaine de génisses. « Les taureaux, on les vend pour la viande ou on les garde pour le sperme et l'insémination artificielle », expliquent-elles.

Plus qu'un chercheur en sciences
Une théière bout sur un petit réchaud électrique dans leur salle de repos. Elles sortent des tasses, du pain, de la confiture de pommes, et allument une radio défoncée qui capte encore une station de musique de Moscou.

« Je fais 4000 roubles par mois, ce qui est beaucoup », dit avec fierté Mme Sharova. C'est 135 \$ US, soit trois fois plus qu'un chercheur

senior de l'Académie des sciences ! « Mon mari travaille aussi pour l'entreprise. Il touche plus que moi. On loue notre appartement, mais on vit bien avec nos deux enfants, qui ont 12 ans et trois ans », poursuit-elle.

« Je suis pensionnaire, mon mari aussi », confie Mme Panina, qui travaillait sous le régime communiste pour le quotidien *Pravda*. Elle a ensuite travaillé dans une serre qui cultivait des roses, avant de s'occuper des vaches sur cette ferme. La pension d'État est de 47 \$ US par mois. « C'est difficile de vivre avec sa seule pension. Avec 4000 roubles de plus, on vit un peu mieux. Heureusement, nous avons notre propre maison ».

« Je ne me plains pas, poursuit-elle. Mon fils et ma fille travaillent à l'aéroport de Chermetyevo. Ma bru est coiffeuse et mon gendre travaille pour le métro de Moscou. Et j'ai quatre petits enfants qui font mon bonheur. La nouvelle Russie, c'est pour eux ».

TRAGÉDIE DE LA SWISSAIR

Des instruments de secours difficiles d'accès

ALISON AULD
Presse Canadienne

HALIFAX — Les enquêteurs canadiens souhaitent que l'industrie aérienne procède à une révision complète des instruments de secours au sein des cabines de pilotage. Les pilotes du vol 111 de Swissair pourraient en effet avoir eu de la difficulté à se servir de leurs commandes auxiliaires juste avant que leur appareil ne se soit écrasé, en 1998, au large de la Nouvelle-Écosse, coûtant la vie aux 229 personnes qui y prenaient place.

Selon des responsables du Bureau de la sécurité des transports (BST), les instruments de secours étaient situés à un endroit tellement peu commode que l'équipage aurait peiné à déterminer rapidement ce qui arrivait à l'avion.

En situation de crise, estime le BST, les pilotes peuvent avoir de la difficulté à passer de leurs principaux instruments de bord aux commandes auxiliaires. Celles-

ci sont petites et placées hors du champ de vision normal, selon l'organisme fédéral.

Les instruments de secours informent l'équipage de l'altitude, de l'incidence et de la vitesse de l'avion.

En conséquence, les pilotes perdent de précieuses secondes qu'ils pourraient utiliser afin de faire face à une situation d'urgence telle que la tragédie du vol 111, au cours de laquelle l'équipage, manœuvrant dans une cabine de pilotage remplie

de fumée, a tenté de garder le contrôle de l'appareil.

L'agence propose donc que l'industrie aérienne procède à une révision générale de la position des instruments de secours dans tous les appareils.

Elle souhaite que les constructeurs aériens et les organismes de réglementation du transport aérien modifient la position de ces instruments, en plus de relier ceux-ci à une seconde source d'alimentation en énergie, indépendante de la première.

loto-québec

649

Tirage du 2001-12-08

GAGNANTS

LOTS

6/6 0 2 000 000,00 \$

5/6+ 2 260 550,70 \$

5/6 207 2 013,90 \$

4/6 13 173 60,60 \$

3/6 252 940 10,00 \$

Numéro complémentaire: 15

Ventes totales: 13 340 910 \$

Prochain Gros lot: 5 000 000 \$

Québec

419

Tirage du 2001-12-08

GAGNANTS

LOTS

6/6 0 1 000 000,00 \$

5/6+ 0 50 000,00 \$

5/6 10 500,00 \$

4/6 889 50,00 \$

3/6 17 985 5,00 \$

Numéro complémentaire: 19

Ventes totales: 570 037,00 \$

Mano

Tirage du 2001-12-09

05 07 11 13 20 22 24 36 42 44

47 48 56 58 60 62 64 66 68 69

Quintessence

Tirage du 2001-12-09

3 181 4 4009

Extra

Tirage du 2001-12-09

NUMÉRO: 214521

Extra

Tirage du 2001-12-08

NUMÉRO: 929634

Le jeu doit rester un jeu.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

L'Arbre des anges !
(Parrainage d'enfants pour Noël)

ARMÉE DU SALUT

Afin de nous assurer que le plus d'enfants possible aient un cadeau à Noël, le programme **L'Arbre des anges** de l'Armée du Salut propose à ceux et à celles qui le peuvent, de parrainer un enfant démuné à Noël.

En vous inscrivant à cette initiative, vous recevez le prénom d'un enfant et son âge, ce qui vous permettra de mieux choisir le cadeau approprié que vous achèterez pour l'enfant que vous parrainez. Par la suite, vous pouvez simplement confier ce cadeau aux responsables de ce programme à l'Armée du Salut. Nous nous ferons un devoir de remettre votre cadeau aux parents de votre protégé afin qu'ils puissent le déposer sous leur arbre de Noël.

Pour obtenir toutes les informations sur cette activité, téléphonez à l'Armée du Salut au (514) 288-2848, poste 269 ou 271. Vous pouvez aussi visiter notre site Internet à : **www.noel-montreal.org**, et choisir en ligne, l'enfant que vous voulez parrainer en vous inscrivant directement au programme **L'Arbre des anges**.

3011872

PORSCHE DESIGN

PAR

FABER-CASTELL

Les stylos Porsche Design sont dotés du motif tissé "tec flex" en acier high-tech, exclusif au programme automobile de Porsche.

Tandis que d'autres stylos peuvent, avec le temps, devenir inconfortables, les stylos et crayons Porsche Design conservent un excellent coefficient d'élasticité. Stylo à encre et à bille roulante aussi disponible

À partir de **189\$** chacun.

Les plus grandes marques aux meilleurs prix

ROUQUETTE DU

Stylo

3009190

■ 977, rue Sainte-Catherine Ouest

■ Montréal (niveau métro à la Maison Simons)

■ Carrefour Laval, ■ Promenades Saint-Bruno

■ Mail Champlain, Brossard

■ Place Laurier (Sainte-Foy)

Tél. : (514) 284-1295

www.stylo.ca

CONCORD

BIRKS

TEMPS depuis 1879

BIRKS

1240, Square Phillips 397-2511 • Centre Rockland

1 800 682 2622 **www.birks.com**

la scala™ steel

www.concord-watch.com

3000846

3011765

+



Paix, amour, transport et préparation inclus.

Berline Accord LX 2002

À partir de

298 \$* par mois
Location 48 mois
96 000 km inclus
Transport et préparation inclus

Option 0 \$ comptant également disponible. Aucun dépôt de sécurité pour la berline.



Berline Accord SE
illustrée

Berline ou Coupé Civic DX 2002

À partir de

198 \$* par mois
Location 48 mois
96 000 km inclus
Transport et préparation inclus

Option 0 \$ comptant également disponible. Aucun dépôt de sécurité pour la berline.



Cinq étoiles aux tests de collisions frontales du NHTSA*.



Berline Civic LX
illustrée



Coupé Civic LX
illustrée



HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

L'Association des concessionnaires Honda du Québec vous remercie de votre intérêt. *Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les berlines Accord LX 2002 (modèle CG5542P), les berlines Civic DX 2002 (modèle ES1512PX) et les coupés Civic DX 2002 (modèle EM2112P) neuves. Échange ou comptant de 2 250 \$ (berline Accord LX), 2 200 \$ (berline Civic DX) ou 2 800 \$ (coupé Civic DX). Première mensualité et dépôt de sécurité de 275 \$ exigibles à la livraison sur la coupé Civic DX. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif. *Tests de collisions frontales du National Highway Traffic Safety Administration pour la berline Civic DX 2001.

MONDE



Photos AP et AFP

Dimanche hétéroclite dans le paysage israélien

À chacun ses malheurs ou ses bonheurs le dimanche. Dans la seule journée d'hier, on pouvait vivre les uns ou les autres au Proche-Orient, selon que l'on se trouvait à Jérusalem, ou dans le petit village d'Anabta, en Cisjordanie. À Anabta, des palestiniennes pleuraient la démolition de leurs maisons par Israël. À Jérusalem entre-temps, le tout-New York politique venait, par une poignée de main familiale, chaleureuse, reconforter le premier ministre Ariel Sharon (au centre, dans la photo de droite). L'entouraient, dans l'ordre habituel, le maire de Jérusalem, Ehud Olmert, le maire sortant de New York, Rudolph Giuliani, et, à droite, le gouverneur de l'État de New York George Pataki et le président du conseil des principales organisations caritatives juives des États-Unis, Mort Zuckerman.

Des voisins d'Israël disent à tout le monde: on en a marre!

d'après AFP

DAMAS — Le président syrien Bachar al-Assad et son homologue égyptien Hosni Moubarak ont appelé hier les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et les Nations unies à « mettre fin immédiatement » à « l'agression israélienne » contre les Palestiniens, a rapporté l'agence officielle SANA.

L'appel, lancé au terme d'un sommet à Damas, est intervenu alors que le premier ministre israélien Ariel Sharon a averti qu'il al-

lait intensifier sa campagne contre les Palestiniens après l'attentat suicide de Haïfa qui a coûté la vie hier à son auteur palestinien et fait une dizaine de blessés.

MM. Assad et Moubarak ont estimé que « la situation dangereuse créée par les agressions israéliennes contre le peuple palestinien désarmé constitue une menace contre tous les pays de la région et contre les efforts visant à instaurer une paix juste et globale », a indiqué SANA.

Misère et ennui sans fin au camp de réfugiés de Jabaliya

GUILLAUME BONNET
Agence France-Presse

CAMP DE JABALIYA, bande de Gaza — C'était le 9 décembre 1987. Le premier soulèvement palestinien, qui allait durer six ans, commençait dans le camp de réfugiés de Jabaliya, au nord de Gaza. Quatorze ans et deux Intifada plus tard, le camp se meurt d'ennui et de misère en raison du blocus imposé par Israël à toute la bande de Gaza.

Mohamed Abou Nedjem fait tinter des dizaines de pièces dans un bol en terre cuite. Des pièces jaunes essentiellement. Tout au plus une vingtaine de shekels (5 \$ US). C'est, à la mi-journée, la modeste recette de son épicerie.

« Les gens n'achètent rien ou le strict minimum. Et quand ils dépensent, c'est souvent à crédit », constate, résigné, cet homme, qui a ouvert son commerce il y a cinq mois, « grâce à l'argent cotisé par toute ma famille ».

Ali Mohamad se tourne les pouces devant sa petite entreprise de construction, ouverte il y a un an.

Faute de clients, il s'apprête à la liquider. « C'a n'a jamais vraiment marché », dit-il tristement.

Issam Khalil Abou Seif vient de terminer son travail : ramasser les ordures dans un camp où elles ne manquent pas. Son salaire : 10,22 \$ par jour. C'est écrit sur son contrat de travail, établi par l'UNRWA (Agence des Nations unies pour l'aide aux réfugiés).

Mais son contrat, d'une durée de trois mois, se termine samedi. Et il a « 17 enfants à nourrir ». « Avant, ça allait, j'étais un « patron » et je gagnais 5000 shekels (1250 \$) par mois. Mais aujourd'hui, je ne sais quoi faire pour éviter que ma famille crève de faim ».

« Avant », c'était avant qu'Israël n'impose un blocus hermétique de la bande de Gaza, juste après le début de l'actuelle Intifada, le 28 septembre 2000. Plus de 120 000 Palestiniens se sont retrouvés ainsi privés de leur travail et de leurs indispensables salaires.

À Gaza, le taux de chômage frôlerait les 60 % selon des chiffres du ministère du Travail. Sans doute davantage encore dans le camp de

Jabaliya, le plus grand et le plus peuplé (40 000 habitants) de ceux qui ont recueilli les Palestiniens en 1948.

Dans les familles, on se sert plus que jamais les coudes. Khadra Ibrhimi Fodah, la trentaine, s'est installée chez son oncle. « Avec son petit business de biscuits vendus sur le marché, il ramène 20 shekels (5 \$) par jour », dit la jeune femme, qui ne se départit pas de son sourire malgré trois enfants handicapés — à demi aveugles et fous — dont elle a la charge depuis que son mari, policier, l'a quittée.

Chez elle, cela sent l'urine et l'humidité, l'antique machine à laver fait un bruit infernal et l'unique chambre à coucher accueille neuf personnes.

Ici, on montre du doigt l'Autorité palestinienne pour son « incapacité à nous donner du travail ». Mais la haine contre Israël s'affiche sur tous les murs : ici un bus israélien recouvert de l'étoile de David déchiqueté par une explosion, là un appel au jihad (guerre sainte) sur fond de kalachnikov.

Cheney: c'est la faute d'Arafat

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le vice-président des États-Unis Dick Cheney a estimé hier que le comportement du chef de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat avait retardé la création d'un État palestinien.

« Cela ne fait aucun doute », a affirmé M. Cheney à la question posée sur la chaîne de télévision NBC : « Pensez-vous que son (Arafat) comportement ait repoussé la possibilité de la création d'un État palestinien ? »

Il a rejeté la possibilité d'une rencontre entre M. Arafat et le président américain George W. Bush « tant

qu'il (Arafat) ne montre pas qu'il est prêt à arrêter les violences en provenance des territoires sous contrôle palestinien ».

M. Bush n'a jamais rencontré le chef de l'Autorité palestinienne depuis son arrivée à la présidence en janvier 2000. Il a en revanche reçu le remier ministre israélien Ariel Sharon trois fois à la Maison-Blanche.

M. Cheney a réaffirmé qu'au vu des récents attentats à Jérusalem et à Haïfa, « il n'est pas surprenant qu'Israël prenne des mesures pour se défendre ». « Il a le droit de le faire », a-t-il dit.

VOUS MÉRITEZ CE QU'IL Y A DE MIEUX AU MONDE...UNE ROLEX.

BIJOUTERIE ITALIENNE
DEPUIS 1959

La Bijouterie Italienne est fière de vous offrir la tradition d'excellence en horlogerie.
VOTRE BIJOUTIER AGRÉÉ ROLEX.

192, rue St. Zotique est, au coeur de la Petite Italie 279-5585

**Même le taux de financement
a été conçu avec soin.**



La fougueuse A4. L'étonnante A6. La luxueuse A8. La pure et puissante TT et la superbe et audacieuse allroad quattro. Toutes disponibles avec la légendaire traction intégrale quattro^{MDI}.



FINANCEMENT DE 3,9%* À L'ACHAT DE TOUT MODÈLE 2001 EN STOCK

AUTOMOBILES E. LAUZON
1384, boulevard Labelle
Blainville (QC)
(450) 430-1460

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 748-6961

LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-1553

PARK AVENUE AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 656-4811

IL RESTE UNE QUANTITÉ LIMITÉE DE MODÈLES 2001. L'OFFRE SE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE 2001.

L'AVANTAGE AUDI:
SERVICES D'ENTRETIEN
PÉRIODIQUE SANS
FRAIS PENDANT
4 ANS
OU 80 000 KM

*Traction quattro de série sur les S4 berlines, A6 2.7 T et 4.2 berlines, A8/L/S8, allroad quattro et TT Roadster et Coupé de 225 ch. *Financement au taux annuel de 3,9 % offert par Audi Finance aux acheteurs admissibles pour des contrats de 12, 24, 36, 48 et 60 mois pour tous les véhicules neufs Audi 2001 livrés à partir du stock du concessionnaire. Exemple : Financement de 20 000 \$ au taux de 3,9 % équivaut à des mensualités de 589,60 \$ pendant 36 mois. Coût d'emprunt : 1 225,60 \$, pour une obligation totale de 21 225,60 \$. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la durée du contrat, le montant emprunté, l'acompte versé ou l'échange. Prix réels établis par le concessionnaire. Tous les détails chez les concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée et pouvant être modifiée sans préavis. « Audi », « quattro », « A4 », « A6 », « A8 », « allroad » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de Audi AG. « TT » est une marque de commerce de Audi AG. « Avantage Audi » est une marque de service de Audi of America, Inc. © Audi Canada 2001. Pour plus de renseignements sur Audi, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez-nous à l'adresse www.audicanada.ca

ÉTATS-UNIS |

Une machine de guerre bien rodée finalement

JACQUES CHARMELOT
Agence France-Presse

WASHINGTON — Leurs récents succès en Afghanistan ont restauré la confiance des États-Unis dans l'efficacité de leur machine de guerre, notent responsables et experts, et calmé les doutes de la première armée du monde.

Mais ils sont encore loin de constituer cette victoire sur le terrorisme dont George W. Bush a fait son objectif. Et le 43^e président des États-Unis devra faire preuve, pour l'atteindre, d'une exceptionnelle persévérance.

M. Bush a lui-même tiré les conclusions les plus nettes de deux mois de campagne militaire, qui ont abouti à la déroute des talibans et à la dispersion du réseau Al-Qaïda.

« Il y a peu, ce régime contrôlait la plus grande partie de l'Afghanistan. Aujourd'hui ils ne contrôlent que quelques grottes », a déclaré vendredi M. Bush.

« Il y a peu, les chefs d'Al-Qaïda comparaient les États-Unis à un tigre de papier. C'était avant que le tigre ne rugisse », a-t-il ajouté.

Cette satisfaction est partagée par des experts, qui s'étaient montrés réservés sur la capacité des militaires américains à se déployer efficacement dans l'environnement hostile de l'Afghanistan.

« Les militaires ont démontré un niveau de compétence et de talents remarquable dans l'exécution d'une mission difficile », a souligné Steven Aftergood, de la Fédération of American Scientists (FAS), à Washington.

Il a également rendu hommage au travail des services de renseignement américains, fortement critiqués pour leur incapacité à prévenir les attaques-suicide du 11 septembre contre New York et Washington. « Je pense qu'il est admis que la CIA a contribué de façon positive à la conduite de ce conflit », a-t-il noté.

La courte campagne d'Afghanistan a également illustré la puissance, quasi-impériale, que confère aux États-Unis leur capacité unique à exercer leur force militaire là où ils le désirent.

« J'ai été frappé par les moyens des États-Unis dans le domaine de la projection de puissance », a noté le professeur Thomas Keaney, de la School of Advanced International Studies (SIAS), à Washington.

« La confiance des Américains dans leurs forces militaires a augmenté et ils peuvent même se réjouir du fait que cette capacité a été utilisée à de nobles fins », a-t-il estimé.

Ces « nobles fins » ont de nouveau été articulées par le président Bush vendredi. Et il a placé sa lutte contre le terrorisme au niveau d'autres face-à-face qui ont défini le destin des États-Unis : la guerre contre l'Allemagne hitlérienne et l'impérialisme japonais, et la confrontation avec le communisme.

« Le terrorisme (...) est une idéologie qui ne connaît ni frontière, ni nationalité, ni morale », a-t-il dit.

Annan met les États-Unis en garde contre une phase II antiterroriste unilatérale

Une attaque contre l'Irak ne serait « pas sage », dit le secrétaire général de l'ONU

PIERRE-HENRY DESHAYES
Agence France-Presse

OSLO – Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a prévenu hier les États-Unis qu'il ne serait « pas sage » de prolonger par une attaque contre l'Irak la guerre contre le terrorisme, qui ne peut être gagnée, selon lui, en dehors d'une approche multilatérale.

Présent à Oslo pour y recevoir aujourd'hui le prix Nobel de la paix 2001, M. Annan a également indiqué que seule cette approche multilatérale pourrait permettre de résoudre la crise au Moyen-Orient.

« Toute tentative ou décision d'attaquer l'Irak ne serait pas sage et conduirait à une escalade majeure dans la région. J'espère que cela ne se produira pas », a-t-il affirmé.

Le secrétaire général de l'ONU a précisé que la résolution de l'ONU ouvrant la voie aux opérations militaires de la coalition en Afghanistan ne prévoyait pas une extension de ces opérations à d'autres pays.

« Toute action pour étendre la lutte contre le

terrorisme à une autre région du monde devra être examinée par le Conseil de sécurité des Nations unies », a-t-il souligné.

Le président américain George W. Bush a, à plusieurs reprises, promis de poursuivre sa « guerre contre le terrorisme » — déclarée suite aux événements du 11 septembre — dans tous les pays susceptibles d'abriter le réseau al-Qaïda de l'islamiste Oussama ben Laden, instigateur présumé des attentats.

Des membres de l'administration américaine ont, par la suite, précisé que ces menaces visaient tout particulièrement l'Irak, la Somalie, le Soudan et le Yémen.

« Nous devons tous faire face à la lutte contre le terrorisme. Nous gagnerons le combat grâce à la coopération entre États ou nous ne le gagnons pas du tout », a insisté M. Annan.

Il a indiqué que les modalités et le calendrier encadrant le déploiement d'une force internationale en Afghanistan devraient être décidés « par les pays désireux d'y participer (...) dans le courant de la semaine », tout en précisant que le 22 décembre était une « date-cible » avant laquelle ce déploiement devrait débuter.

C'est à cette date qu'entrera en fonction un gouvernement intérimaire, dont le principe a été adopté par les représentants des factions afghanes le 5 décembre à Bonn.

L'accord de Bonn prévoit aussi la création

d'une « force internationale de sécurité » sous mandat des Nations unies à Kaboul et dans les environs, puis dans d'autres villes et régions si nécessaire.

Selon M. Annan, cette force aura pour mission d'assurer la stabilité du pays ainsi que la distribution de l'aide humanitaire. La reconstruction de l'Afghanistan, ravagé par plus de 20 années de guerres, pourrait prendre « jusqu'à 10 ans », a-t-il ajouté.

Concernant la situation au Proche-Orient, le prix Nobel de la paix 2001 a estimé qu'une intervention de la communauté mondiale était nécessaire pour débloquer la crise actuelle entre Israéliens et Palestiniens.

« Les parties en présence à elles seules n'y parviennent pas. Elles ont besoin d'une tierce partie. Nous avons besoin d'un effort international collectif », a-t-il affirmé.

A cet égard, il s'est félicité de la décision du président Bush de dépêcher un envoyé spécial dans la région le mois dernier.

Il a en revanche déploré que le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat et le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres — co-lauréats du prix Nobel de la paix en 199 — n'aient pas pris part aux festivités organisées à Oslo de jeudi à samedi, en présence de nombreux anciens lauréats, pour marquer le centenaire de la prestigieuse récompense.



Photo AFP
Le secrétaire d'État des États-Unis, Colin Powell, à son arrivée à Moscou hier.

Powell arrive à Moscou pour discuter antiterrorisme et bouclier antimissile

d'après AFP

MOSCOU — Le secrétaire d'État américain Colin Powell est arrivé à Moscou pour une visite destinée à parler de la lutte contre le terrorisme et tenter de faire avancer les difficiles discussions sur le projet américain de bouclier antimissile, auquel Moscou s'oppose toujours.

M. Powell, dont c'est la première visite officielle dans la capitale russe depuis sa prise de fonction en

janvier dernier, devait avoir dans la soirée des entretiens avec son homologue, le ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov, et rencontrer le président Vladimir Poutine aujourd'hui.

Le secrétaire d'État a débuté sa visite par un geste hautement symbolique en déposant en fin d'après-midi une gerbe sur les lieux d'un attentat qui avait fait 13 morts le 8 août 2000 en plein centre de Moscou, place Pouchkine.

Près de trois mois après les attentats du 11 septembre à Washington et New York, M. Powell a affirmé que ce geste visait à montrer que « ce genre d'événement n'est pas propre aux États-Unis, mais peut arriver partout dans le monde ».

La piste des indépendantistes tchétchènes avait été invoquée, mais jamais formellement prouvée, dans cette attentat pour lequel la mafia russe est également suspectée.

EXPRESS INTERNATIONAL

Venezuela | Grève générale

LE PRÉSIDENT du Venezuela Hugo Chavez est confronté, pour la première fois depuis son élection en 1998, à une grève générale convoquée aujourd'hui par les patrons et les syndicats, mouvement dont le succès sera déterminant pour la suite de sa gestion. « Personne n'arrêtera le Venezuela, surtout pas quelques oligarques », a déclaré hier le président Chavez, qui a voué cette grève « à l'échec ». La principale fédération patronale du pays, Fedecamaras, a appelé à cette « grève civique » pour convaincre M. Chavez de « rectifier » 49 décrets-lois adoptés dans le cadre de pouvoirs spéciaux conférés par l'Assemblée nationale. — d'après AFP

ONU | Annan n'a pas que des fans

LA SOCIÉTÉ pour les peuples menacés, une organisation internationale de défense des droits de l'Homme basée en Allemagne, a jugé hier le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan indigne du prix Nobel de la Paix, l'accusant de démission face aux massacres au Rwanda et à Srebrenica. — d'après AFP

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS MAINTENANT

Repas complet pour Noël—1,97\$



Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas chauds ou fournir d'autres services essentiels aux personnes qui ont faim, qui sont sans abri et qui souffrent dans la région de Montréal en cette période de Noël.

Pour seulement 1,97\$ vous pouvez procurer un repas chaud ou d'autres services vitaux qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

☐ 19,70\$ pour aider 10 personnes ☐ 39,40\$ pour aider 20 personnes
☐ 59,10\$ pour aider 30 personnes ☐ 78,80\$ pour aider 40 personnes
☐ 197\$ pour fournir 100 repas ou des services essentiels
☐ \$ pour aider autant de personnes que possible

Pour facturer votre don sur votre carte de crédit Visa/MasterCard/AMX, veuillez composer le 514-523-5288.

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus.

Nom _____

Adresse _____ App. _____

Villes/Prov./Code Postal _____

Téléphone (____) _____

Courriel _____@_____

 Veuillez faire votre chèque payable à :
LA MISSION BON ACCUEIL
C.P. 894, Succursale St-Jacques, Dépt. 53764
Montréal, QC H3C 2V8
Situé au: 1490 rue Saint-Antoine ouest
www.mbaahm.com

3008088

NOTRE 109^e ANNÉE DE SERVICE À MONTRÉAL

BAUME & MERCIER
GENÈVE - 1830



Hampton Milleis
www.baume-et-mercier.com
Acier. 2,100 \$

BIRKS
TEMPS. depuis 1879



1240, Square Phillips 397-2511 • Centre Rockland
1 800 682 2622 www.birks.com

3011762

ACURA^{Plus} BLAINVILLE

Plus qu'accessible

ACURA MDX 4x4 2002



Incluant:

☒ V.6 3,5 litres 240 CH
☒ Freins ABS
☒ Ordinateur de route
☒ 4 roues motrices
☒ Disques assistés aux 4 roues
☒ Roue d'alliage d'aluminium
☒ Rétroviseurs extérieurs chauffés
☒ 7 Passagers
☒ Système de contrôle automatique de la température synchronisée avant et arrière
☒ Chaîne sonore Bose, 8 hauts parleurs
☒ Toit ouvrant électrique
☒ Lecteur CD 6 disques
☒ Miroirs chauffants
☒ Côté consommation
– Ville 13,9 litres/100 Km
– Autoroute 9,4 litres/100 Km
☒ Et tellement plus...

Seulement
48 000\$

ACURA^{Plus} BLAINVILLE

255, boul. de la Seigneurie, Blainville

Sortie 25 de l'autoroute 15

450 435-4455

Transport et préparation taxes, immatriculation et assurances en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000km. Les modèles offerts peuvent différer des photographies. Voir votre concessionnaire pour plus de détails. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Assistance routière 24 heures Acura.

Un service remarquable pour notre clientèle exceptionnelle

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Sortir de la préhistoire



KATIA GAGNON
kgagnon@lapresse.ca

Une enquête du *Journal de Montréal* a démontré, la semaine dernière, à quel point la carte-soleil est un outil antédiluvien. Non seulement ne permet-elle aucun contrôle de l'identité, mais surtout elle n'a aucune utilité pour les médecins. Pour sortir de la préhistoire, la carte à puce s'impose.

Regardons la réalité en face : le réseau de la santé québécois n'a de réseau que le nom. Outre les hôpitaux, les établissements ne sont pas reliés entre eux. La plupart du temps, les médecins ne savent rien de l'historique médical d'un patient qui les consulte pour la première fois, comme c'est le cas de plus de la moitié des visites chez le docteur. Ils ignorent quels médicaments il prend, quels examens de laboratoire il a passés. En l'an 2001, cette situation est inconcevable. Elle nuit à la bonne marche du réseau de la santé et coûte cher à l'État.

La carte à puce répondrait à plusieurs besoins. Primo : l'identification du patient. Avec une carte à puce, le journaliste aurait eu de la difficulté à utiliser la carte d'un autre. Les préposés à l'accueil qui douteraient de l'identité d'un patient pourraient lui demander, par exemple, le nom de fille de sa mère. Si cette information est invalidée par l'ordinateur de la RAMQ, il devient évident qu'il y a usurpation d'identité.

Avec une carte à puce, la RAMQ peut annuler votre carte si vous n'y avez plus droit. Elle peut savoir si une personne âgée en est à son troisième examen de la vue alors que l'État n'en paie qu'un seul. Elle peut savoir si vous avez déjà subi votre opération pour une cataracte et enlever votre nom de la liste d'attente des autres hôpitaux où vous vous étiez inscrit. Bref, elle peut avoir les informations essentielles à la gestion d'un réseau qui nous coûte, après tout, 16 milliards de dollars par année.

Ces fonctions, importantes, sont cependant secondaires par rapport aux immenses possibilités cliniques d'un tel outil. La carte fonctionnerait à la manière d'un coffre-fort à la banque. Pour accéder au coffre-fort — un résumé de votre dossier médical — il faut deux clés. L'une est votre carte. L'autre est la carte d'un praticien de la santé. In-

serées dans deux lecteurs et suivies de codes d'accès, elle donnent accès à l'ordinateur central. Un médecin qui ne vous a jamais vu peut donc quand même poser un diagnostic éclairé.

■ ■ ■

L'utilité de la carte à puce ne fait aucun doute. Ce sont les modalités du projet, délicat sur le plan de la protection des renseignements personnels, qui retardent depuis des années sa concrétisation. Examinons les deux principales objections des défenseurs de la confidentialité.

> La concentration d'informations sensibles dans un mégafichier à la RAMQ.

La RAMQ possède déjà depuis trente ans l'historique de vos consultations dans le réseau de la santé. Vous avez fait une dépression ? La RAMQ détient cette information. Vous avez subi un avortement ? La RAMQ détient cette information. A-t-elle déjà fait mauvais usage de ces renseignements ? Non. A-t-elle déjà tenté de les utiliser pour contrôler la consommation de services de santé ? Non. Pourquoi le ferait-elle avec un résumé de votre dossier médical ?

Cela dit, il est bien évident que le cadre légal qui régirait un tel fichier devrait être serré. Tout couplage devrait être interdit. Un organisme « chien de garde » pourrait faire rapport annuellement sur la gestion du fichier.

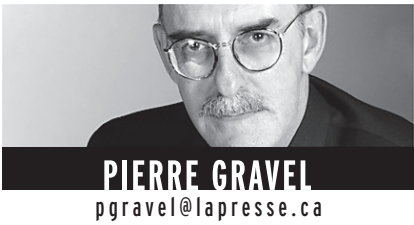
> La gestion du consentement du patient.

Le consentement du patient serait évidemment requis pour créer un résumé de dossier médical. S'il désire que des éléments soient exclus, c'est possible. Mais on peut présumer que l'immense majorité des gens n'aura pas d'objection à la création d'un tel résumé.

En fait, le projet de la RAMQ est beaucoup plus élaboré sur le plan du consentement que les petits réseaux informatiques qui existent déjà dans certains hôpitaux et CLSC, où le patient autorise simplement n'importe quel médecin à consulter son dossier.

Bref, quoi qu'en disent les opposants, le seul hic du projet, c'est son caractère innovateur. Tous les pays tentent de relier entre eux leurs établissements de santé, mais le projet de carte à puce du Québec n'a d'équivalent nulle part dans le monde. Principalement parce que peu de pays ont un réseau de santé entièrement public. Pourquoi, pour une fois, n'en tirions-nous pas avantage ?

Illusion dissipée



PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

On l'a échappé belle. Mais la logique et le sens de l'éthique ont fini par prévaloir. Ou du moins semblent en voie de s'imposer. C'est en tout cas l'impression qui se dégage des amendements que la ministre Louise Harel espère faire adopter à la loi sur les fusions municipales à propos des allocations de départ offertes aux élus de certaines villes.

Le problème que, semble-t-il, personne n'avait vu venir s'est posé de façon tout à fait spectaculaire après les dernières élections municipales. On a alors soudainement pris conscience que les élus qui ont choisi de poursuivre leur carrière dans les nouvelles villes pourraient toucher l'indemnité de départ déjà prévue pour ceux qui quittent leur poste. Un régime conçu pour ceux qui ont choisi — ou ont été forcés par les électeurs — d'abandonner la vie publique. Or, la disparition de certaines municipalités entraînant forcément celle de leur conseil municipal, leurs élus pouvaient techniquement recevoir cette prime. Même si, dans plusieurs cas, les mêmes personnes allaient continuer à être payées pour assumer un rôle semblable dans les nouvelles structures.

À sa face même, l'incongruité de la situation sautait aux yeux de quiconque a un peu de sens commun. On a d'ailleurs entendu plusieurs maires dénoncer cette pratique. Et observé d'autres élus, apparemment moins scrupuleux, se frotter déjà les mains à l'idée d'en-

caisser un cadeau imprévu découlant d'une lacune manifeste dans une loi complexe devant théoriquement régler toutes les modalités des fusions. Un oubli évident dénoncé par l'opposition mais d'abord minimisé par la ministre concernée. Mais promptement confessé par son collègue Guy Chevrette qui, avec le gros bon sens qui le caractérise, y a reconnu une erreur devant être corrigée au plus tôt.

On en est là pour l'instant. Des tractations sont en cours à Québec pour en venir à l'adoption des changements qui doivent être adoptés avant l'ajournement des Fêtes afin d'éviter que ces primes pour le moins discutables soient versées, comme prévu, au début de janvier. On ne connaît pas encore le détail des modifications à venir. Mais il va de soi qu'on devra éviter de remettre le problème à plus tard, comme on l'a déjà laissé entendre. C'est-à-dire se contenter de retarder au jour où les élus concernés se retireront réellement de la vie publique le paiement d'allocations qu'on estime indécent de verser aujourd'hui et qui s'ajouteraient alors aux primes découlant des nouvelles fonctions occupées dans les villes fusionnées.

Beaucoup plus que d'interprétation juridique ou de modalité de paiement, c'est du principe même de toute double indemnité payée à même les fonds publics dont il s'agit. Sur ce plan la réaction horrifiée des uns tout autant que l'empressement des autres de tirer profit d'une loi inadéquate sont fort révélatrices. Et mettent aussi en lumière le besoin de dispositions précises pour empêcher les abus et le danger de présumer de la bonne foi de tous ceux qui, un jour, on eu assez d'astuce pour créer l'illusion de leur désintéressement.



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

Droits réservés

RÉPLIQUE

Le voile et la voix

KARIM JBEILI

L'auteur est psychanalyste.

LE SAMEDI 24 novembre, dans la page éditoriale de *La Presse*, on a pu lire deux textes, signés de Lyriane Gagnon et de Michèle Ouimet, qui disaient tous les deux sensiblement la même chose à savoir que non, ce n'était pas une erreur de s'attaquer à l'Afghanistan puisque la campagne militaire fut brève et ses conséquences, espérons le, heureuses.

À ce sentiment de triomphe, dû aux armes américaines, il fallait toutefois ajouter quelques bémols. Pour Madame Gagnon, « le risque est que la mentalité des talibans survive au régime taliban ». Pour Madame Ouimet, « il faut se remettre du choc des civilisations provoqué par les attentats du 11 septembre et oser dire les vraies choses tout en évitant de rompre les ponts avec le monde musulman que l'Occident n'arrive pas à comprendre ».

Hélas ! Les « vraies choses » qu'il faut dire, selon Madame Ouimet, sont assez surprenantes. Elle cite la phrase de Salman Rushdie « les leaders ne cessent de répéter que le terrorisme n'a rien à voir avec l'Islam...c'est faux. Si cela n'a rien à voir avec l'Islam pourquoi ces manifestations de soutien à Oussama Ben Laden et Al Qaida dans tout le monde musulman ? » Elle cite aussi Oriana Fallaci qui « affirme que la culture occidentale est supérieure à l'Islam et qu'on peut difficilement parler des mérites du Coran. » On peut aussi apprendre de la même Fallaci que, dans le Coran, « les femmes valent moins que les chameaux. » (...)

On dirait qu'on peut tout dire sur l'Islam et les musulmans en faisant comme s'ils n'étaient pas là. On dirait que leur présence matérielle partout en Occident ne suffit pas à les rendre présents aux Occidentaux. On dirait qu'ils sont tous recouverts d'un voile d'obscurité et de silence dont ils ne peuvent sortir que de façon très éphémère lorsqu'on les prend pour des terroristes.

Dans la religion musulmane, Dieu est essentiellement parole. Il n'a qu'une voix et n'est jamais apparu à quiconque. Il n'a même pas de nom propre puisqu'on l'appelle Allah qui signifie « le dieu ». Allah lui aussi est recouvert d'un voile qui lui permet de parler.

Chez les musulmans, aussi bien du reste que chez les Orientaux de façon générale, le fait que Dieu soit resté voilé a marqué de façon essentielle la vie des gens et surtout leur parole. Celui qui parle s'adresse en priorité au Dieu voilé avant de s'adresser à son interlocuteur au visage découvert. Parler est avant tout une prière. Il s'agit de dire sa vérité face à Dieu plutôt

Il faut se garder de condamner massivement l'autre car ça peut ouvrir la voie à d'inquiétantes purifications.



Photo AFP

Le voile est une façon de porter sur soi une partie de la divinité.

que de réclamer l'approbation de l'autre en lui disant une vérité.

La rationalité islamique ou orientale ne s'est pas encore totalement déployée, mais on peut d'ores et déjà dire qu'elle est centrée sur la parole et la vie intérieure plutôt que sur le regard et la réalité extérieure comme peut l'être la rationalité occidentale.

L'Occident chrétien a adopté un dieu visible qui va jusqu'à se faire dénuder en montrant ainsi sa souffrance et sa pureté. Ce choix a profondément marqué cette civilisation. Malheureusement, la parole et le regard se sont toujours fait ombrage l'un à l'autre. Là où le regard l'emporte c'est l'écoute qui en prend un coup et là où la parole l'emporte c'est le regard qui en souffre. De part et d'autre d'une ligne de démarcation chacun s'oppose à l'autre mais aussi lui révèle des choses qu'il ne pouvait qu'ignorer.

Pendant des siècles, le conflit s'est cristallisé dans une opposition entre l'Occident et le Judaïsme. Les Juifs comme les Musulmans sont marqués par le voilement de leur dieu et sont centrés sur la parole. L'histoire des rapports de l'Occident et des Juifs, y compris cette part peu glorieuse que fut l'antisémitisme, peut être lue comme étant une lutte entre une logique du regard et une logique de la parole.

Depuis l'Holocauste et la création de l'État d'Israël, les Juifs ont été enveloppés dans la laïcité et ne peuvent plus jouer le rôle incroyablement subversif qu'ils ont joué jusqu'alors. Pendant une quarantaine d'années l'étendard du voile a été porté par les communistes qui se payaient le luxe d'être doublement Orientaux. En tant que marxistes, ils s'inspiraient d'une logique judaïque et en tant que léninistes ils s'apparentaient au christianisme orthodoxe. Mais en 1985 le voile s'est évanoui avec la transparence de la glasnost.

Ce n'est qu'à ce moment que l'Islam a été requis par l'Histoire

pour donner la réplique à l'Occident. Et il semble bien que désormais ce soient les Musulmans qui ont pris le relais. La querelle regard/parole s'est transportée sur les frontières de l'Islam et de l'Occident.

Le voile et la voix sont deux choses indissociables. L'un ne peut être sans l'autre. Tout l'Orient est essentiellement marqué par l'effet du voile. Celui-ci peut prendre des formes très diverses. La bidimensionnalité de l'icône chez les Orthodoxes, la perruque chez les femmes hassidiques, l'extrême méfiance par rapport à l'État chez les Juifs (jusqu'en 48), l'humilité devant Dieu des Musulmans, le tchador ou la burqa et aussi, sans doute, la discription du psychanalyste qui se voile derrière le divan pour laisser s'épanouir la parole de son patient.

De toutes ces formes du voile, celles qui sont les plus contestées sont souvent les plus visibles. Logiquement parlant, un voile trop visible, même s'il continue de voiler, ne remplit plus tout à fait sa fonction puisqu'il attire les regards au lieu de les suspendre.

Par ailleurs il faut garder en mémoire le fait que le voile est une façon de porter sur soi une parcelle de la divinité qui, elle-même, s'est manifestée comme voilée. Il s'ensuit que s'il est utilisé à des fins de contrôle social, il perd sa légitimation divine. En revanche, il faut respecter avec le plus grand soin ceux ou celles qui l'assument librement.

En ce sens il faut être très prudent et ne pas condamner le voile en tant que tel comme le font les laïcs de façon générale. Ils piétinent de la sorte, sans s'en soucier, beaucoup de susceptibilités inutilement.

L'Occident et l'Orient sont imbriqués dans une lutte qui, depuis au moins deux millénaires, est profitable aux deux parties. Cette lutte peut se poursuivre indéfiniment et prendre des formes éventuellement plus pacifiques. Il faudrait cependant pour cela que les deux parties subsistent. Il faut se garder de condamner massivement l'autre car ça peut ouvrir la voie à d'inquiétantes purifications.

Forum

Les universitaires et les médias

Quel mal y a-t-il à ce que des historiens, des politologues ou des sociologues soient invités à se prononcer sur des sujets d'actualité?

DAVID GRONDIN et FRANÇOIS TURCOTTE-GOULET

Les auteurs sont respectivement diplômé de la maîtrise en science politique à l'Université de Toronto et candidat à la maîtrise en histoire à l'Université de Montréal.

QUELLE NE FUT pas notre surprise, le lundi 26 novembre, en voyant le texte de Michel Fortmann et Stéphane Roussel nous mettre en garde contre le phénomène des « analystes-experts universels » ! Quelle(s) leçon(s) faut-il tirer de leur intervention ? À leurs yeux, qui peut s'affubler du titre d'expert ? Quelle place doivent avoir les généralistes (lire politologues, historiens, sociologues, philosophes, etc.) dans la société ou dans l'univers médiatique ?

Étant nous-mêmes étudiants dans des disciplines dites généralistes, à savoir la science politique et l'histoire, nous comprenons mal l'acharnement de ces deux politologues à dénoncer la popularité médiatique de certains de leurs collègues. Applaudissons leur critique d'un monde versant trop souvent dans le sensationnalisme et le manque de pensée critique de certains analystes, soit. Mais faut-il en retour, refuser de participer à la chose médiatique, pour le simple fait que nous vivons dans un monde où l'information abonde, une information, il est vrai, qui n'est pas toujours juste, vérifiée ou vérifiable ?

Hors de sa tour d'ivoire !

L'utilité sociale des spécialistes des sciences sociales et humaines est justement de pouvoir analyser une situation particulière complexe en la resituant dans un contexte plus large, qu'il soit social, politique, économique ou culturel, en présentant une argumentation rendant intelligibles des faits qui

échappent ou sont méconnus des profanes. À ce propos, l'universitaire, l'« expert » vraiment visé par les « attaques » de Fortmann et Roussel, devrait-il rester confiné à sa tour d'ivoire ? Quel mal y a-t-il à ce que des historiens, des politologues ou des sociologues soient invités par les médias à se prononcer sur des sujets d'actualité ? Pourquoi les services de l'universitaire, cité ici comme l'« expert », ne devraient-ils pas être retenus pour aider à la compréhension de la population, qui n'est pas toujours habilitée à saisir à la fois les subtilités d'un conflit comme celui prévalant aujourd'hui en Afghanistan, et sur une grande échelle, la lutte au terrorisme international ?

Pour plusieurs, le jargon auquel les spécialistes ont recours ne serait pas d'un grand secours pour une intervention médiatique à une émission d'information à une heure de grande écoute. Un langage vulgarisé est alors de mise, surtout si cette vulgarisation est le fruit d'un spécialiste du domaine en question.

En fait, le problème que devrait plutôt soulever messieurs Fortmann et Roussel est celui de la faiblesse de la culture générale de la population quant aux affaires internationales telle la situation explosive au Proche-Orient. Ainsi, évoquer la deuxième Intifada sans expliquer les nombreux conflits israélo-arabes puis israélo-palestiniens ou

sans au préalable expliquer ce qu'est le sionisme ou le panislamisme/panarabisme fait montre d'une stratégie de communication déficiente. Le but de l'émetteur étant d'informer, si le public ne saisit pas la teneur du message ou s'il ne possède pas les outils nécessaires à la compréhension de celui-ci, nous nous retrouvons devant une situation où le spécialiste, le « vrai » expert évoqué par Fortmann et Roussel, n'arrive pas à diffuser son information — sa connaissance — convenablement.

Poursuivant dans leur optique, il conviendrait plutôt de critiquer le médium, la télévision notamment, et non les experts-mêmes. La critique de Fortmann et Roussel se révèle ainsi mal engagée ; une critique des médias et de leur impact sur les populations, dans la lignée des études faites par le spécialiste américain des médias, Neil Postman, s'avérerait une avenue beaucoup plus pertinente, mais surtout, plus constructive. S'il y a lieu, il faudrait plutôt amener le débat vers une éducation de la population.

De quoi parle-t-on au juste ?

En qualifiant de vrais experts seuls ceux ayant une expérience de terrain et ceux ayant passé leur vie à étudier une question précise, par opposition aux « experts Minute Rice » qui seraient prétendument « prêts en cinq minutes », Fortmann et Roussel font fausse route. Suivant cette logique, le médiéviste serait

une aberration voire une impossibilité, puisqu'il devrait avoir vécu au Moyen Âge pour pouvoir parler en toute connaissance de cause de son objet d'étude ; le sexologue n'ayant eu aucune maladie transmise sexuellement ne pourrait pas conseiller un(e) client sur les effets physiologiques de la chlamydia, etc. Et pourtant, rares sont ceux qui remettent en cause ces deux généralistes quant à leur expertise respective, sans compter qu'il faut savoir faire la différence entre un débat public et un débat restreint aux seuls initiés du cercle académique. En d'autres mots, il est clair que dans chaque domaine, il existe des incompetents, qu'ils portent un titre ou non.

Il est possible que certains aient l'air d'en connaître plus qu'ils n'en connaissent réellement, mais cela n'est pas suffisant pour discrediter une majorité d'experts intervenus dans la couverture médiatique de certaines des opérations militaires américaines de la dernière décennie. Nous ne voyons pas en quoi un individu ayant analysé ces dites interventions (comme la guerre du Golfe en 1991, les bombardements anglo-américains en Irak, l'intervention de l'OTAN au Kosovo et les opérations au Timor oriental) ne serait pas habilité à le faire pour l'Opération « Paix immuable » ayant cours en Afghanistan.

Au-delà des différences et des particularités de ces conflits, il demeure qu'un spécialiste des études stratégiques (un généraliste au dire de Fortmann et Roussel) est en mesure de faire ressortir des similarités entre ces contextes, surtout qu'il s'agit dans tous ces cas de questions touchant de près ou de loin à la politique étrangère américaine. (...)

L'utilité sociale des spécialistes des sciences sociales et humaines est justement de pouvoir analyser une situation particulière complexe en la resituant dans un contexte plus large.

Quand l'idéologie s'empare du journalisme

MARIO CARDINAL

L'auteur est rédacteur en chef de la série Le Canada, une histoire populaire.

DANS SON éditorial du vendredi 30 novembre, intitulé *L'histoire à toutes les sauces*, Michèle Ouimet s'est déchaînée contre la série *Le Canada, une histoire populaire* parce que, écrit-elle, « Radio-Canada offre aux enseignants du primaire, du secondaire et du cégep des guides pédagogiques très détaillés... et gratuits ». Elle fait à la série l'honneur de lui consacrer la moitié de son éditorial sur la base de ce postulat, qui lui permet par la suite d'échafauder toute une théorie de la conspiration, sorte de fourre-tout où s'entremêlent le Dominion Institute, la juridiction québécoise en matière d'éducation, la responsabilité des programmes d'enseignement, Sheila Copps... et quoi encore. Enfin, elle me somme d'expliquer les raisons de cette gratuité.

Comment le pourrais-je ? Il n'y a rien à expliquer car son postulat est faux. Le guide pédagogique, issu de la série télévisée, n'est pas gratuit, pas plus qu'il n'est subventionné par quelque succursale fédéralisante ou patrimoniale que ce soit. Sa conception et sa production ont coûté plusieurs dizaines de milliers de dollars et l'objectif à atteindre, c'est l'autofinancement. L'idée de produire un guide pédagogique vient tout simplement d'une demande du milieu de l'enseignement mais surtout de la volonté de faire bénéficier le plus grand nombre possible de personnes, principalement les enseignants et les étudiants, d'un investissement de plusieurs millions de dollars dans une série de télévision de 32 heures. En simplifiant leurs recherches dans une succession de plus de 200 tableaux historiques remplis de personnages, d'une durée de sept à huit minutes.

Il y a deux guides et chacun coûte 80 dollars. Mais, comme tous les guides, ils sont à peu près inutiles s'ils ne sont pas accompagnés des émissions de la série auxquelles ils renvoient. Sans elles, ils sont comme une table des matières un peu détaillée qu'on remettrait à des étudiants... sans leur donner accès au livre. Par conséquent, l'enseignant (l'institution ou la commission scolaire) qui veut se servir du guide à des fins pédagogiques doit acheter la vidéo-cassette de chaque émission. Oubliions les réductions de prix

L'idée de produire un guide pédagogique vient d'une demande du milieu de l'enseignement.



Photo SPOTLIGHT.CA CBC

Les Patriotes brandissent le drapeau de la révolte, durant la rébellion de 1837. La scène a été tirée de la série *Le Canada, une histoire populaire*.

toujours possibles dans les cas d'achat en masse. L'enseignant qui achèterait l'ensemble de la série devrait déboursier 2,236 \$ en plus des 160 \$ pour les deux guides. En outre, comme le guide fait aussi référence au livre en deux volumes qui accompagne la série, l'enseignant devrait aussi acheter les volumes qui valent, chacun, une quarantaine de dollars. Gratuité, dit M^{me} Ouimet ?

« N'importe qui ne peut pas se mettre à écrire un programme (pédagogique)... » écrit-elle encore. Faudra-il maintenant expliquer ce qu'est un guide ? Le nôtre — comme la plupart des guides —

n'est rien de plus qu'un outil qui vient faciliter l'accès à la série télévisée. L'ensemble s'ajoute aux nombreux ouvrages qu'un enseignant doit compter dans son arsenal pour faciliter la compréhension de l'histoire à ses étudiants. Il se veut un complément audio-visuel aux nombreux livres d'histoire du Canada qui se trouvent dans les bibliothèques des écoles. N'ose espérer qu'à *La Presse*, on n'ose opposé à ce que des étudiants du

secondaire et du cégep aient accès à la bibliothèque la plus diversifiée qui soit, où *L'Épopée en Amérique*, de Carle-Lacoursière, *Le Canada, une histoire populaire* et, pourquoi pas, le 15 février 1839 de Falardeau pourraient côtoyer les Trudel, Vaugeois, Robert, Provencher, Wallot, Hamelin, Linteau, Durocher et autres historiens ?

À défaut de n'avoir pu expliquer une gratuité qui n'existe pas, j'espère que ces quelques éléments d'information vont dissiper, dans l'esprit de vos lecteurs, l'impression que les journalistes qui ont conçu et réalisé *Le Canada, une histoire populaire* se sont fait les complices d'un gigantesque complot pour enfoncer dans le crâne des étudiants québécois la conviction que tout le monde est sorti gagnant des Plaines d'Abraham.

Puis-je, à mon tour, demander quelques explications sur les points suivants : comment est-il possible d'écrire, dans un éditorial de votre journal, les faussetés qui ont nourri la charge de M^{me} Ouimet, sans qu'il y ait eu le moindre coup de fil, la moindre vérification auprès des personnes qu'elle a choisis d'éclabousser ? Et comment peut-on écrire qu'« au Québec, la série (*Le Canada, une histoire populaire*) est vue comme une tentative de forger une identité nationale

d'un océan à l'autre », sans indiquer sources, sondages, analyses, documentation à l'appui ? Le droit de porter un jugement en éditorial ne dispense pas, que je sache, de l'obligation de vérifier les faits sur lesquels il s'appuie.

Je donne raison à M^{me} Ouimet sur un point : on peut faire dire n'importe quoi à l'histoire. Mais me donnera-t-on raison si je dis qu'on peut écrire n'importe quoi sur ce qui se fait en histoire ? Et c'est là, à mon sens, que se situe vraiment le fourre-tout idéologique dont parle M^{me} Ouimet et contre lequel il faut à tout prix se battre « bec et ongles ».

Directement du site Web de Radio-Canada

Monsieur Cardinal,

J'ai pris mon information sur le site Web de Radio-Canada. On y lit, et je cite, que « les enseignants ont accès gratuitement à neuf plans de leçons pour chacun des épisodes 1 à 10, ainsi que de l'information contextuelle pour chacun des 28 plans de leçons du guide de l'enseignant. Vous pouvez télécharger les documents de cette section sans frais ».

Michèle Ouimet

Le dur métier de pigiste

RICHARD MARTINEAU

L'auteur est rédacteur en chef de Voir Montréal.

DANS *La Presse* du 29 novembre, la journaliste Pascale Breton signait un texte sur Ken Hechtman, le pigiste de l'hebdomadaire montréalais *Mirror*, qui a été capturé dans le sud-est de l'Afghanistan. À la toute fin du texte, on pouvait lire le passage suivant : « Il faut un profil particulier pour aller là-bas, il faut aimer l'aventure et le goût du risque, croit Richard Martineau, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Voir*. Les journalistes envoyés par les grandes entreprises y vont pour l'information. Les pigistes y vont pour le kick. »

On pourrait penser, en lisant ce passage, que j'affirme que seuls les journalistes oeuvrant pour les grandes institutions (quotidiens, réseaux de télé) font un véritable travail d'information, les pigistes n'étant que des casse-cou à la recherche de sensations fortes.

Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je ne dénigrerais pas le travail des pigistes, ayant moi-même recours à de nombreux *freelance* et ce, depuis des années. Au contraire : j'ai un profond respect pour les journalistes pigistes, qui doivent effectuer leur travail sans aucune assurance, avec les moyens du bord et souvent, sans l'appui d'un organe d'information.

J'ai dit aussi qu'il est difficile, pour les directeurs d'information, de savoir si le pigiste avec qui ils font affaire pour la première fois est un journaliste sérieux, ou un casse-cou à la recherche d'aventures qui vend des textes pour payer son voyage.

Cela ne dénigre pas le travail de TOUS les pigistes. Certains pigistes font bien leur travail, d'autres pas. Idem pour les journalistes à temps plein, d'ailleurs.

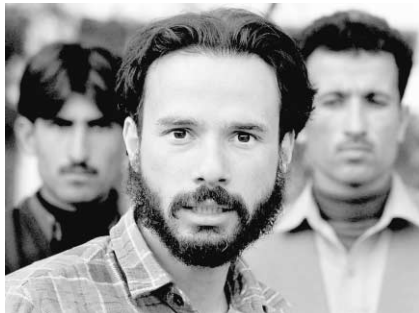


Photo CP

Ken Hechtman

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

10 décembre 2001

Page A16 manquante